

L'Union européenne, une machine de guerre contre les travailleurs et les peuples



Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale

L'Union européenne, une machine de guerre contre les travailleurs et les peuples

**Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale**

2014

2,50 €

Introduction - 3

1. L'UE : crise capitaliste, ajustement structurel et hiérarchie entre Etats - 5
 - Décadence économique et domination impérialiste - 8
 - L'UE et l'hégémonie de l'impérialisme étasunien - 9
2. Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE - 11
 - Le mot d'ordre de Rupture avec l'UE, dans les pays dominés - 12
 - Le caractère transitionnel de la consigne de Rupture avec l'UE - 13
 - La lutte pour les Etats socialistes d'Europe - 15
 - Le droit à l'autodétermination nationale - 18
3. Une nouvelle composition du prolétariat européen - 19
 - Les secteurs opprimés : les femmes, les immigrants et les jeunes - 20
4. La réorganisation politique et syndicale en Europe - 23
 - La crise de la social-démocratie - 23
 - L'extrême droite et le fascisme - 24
 - La crise des appareils bureaucratiques et le rôle du néo-réformisme - 26
 - Une politique révolutionnaire face à l'UE - 27
5. Axes pour un programme révolutionnaire - 31

Annexes :

Que faire avec la dette et l'euro ? - 35

- Un refus explicite de toute caractérisation de classe - 37
- Un « gouvernement des gauches »... pour continuer à payer la dette - 37
- Un oubli important : l'exploitation de la classe ouvrière - 38
- La solution à la crise : rompre avec l'UE, appliquer un programme anti-capitaliste d'urgence, ouvrir la voie à l'Europe des travailleurs - 39
- Le vrai dilemme - 39

L'Europe au cœur de la crise - 41

- Un protectorat économique 43
- L'Europe comme épice de la crise 44
- Sur la nature de la crise 46
- Devises et valeur dans l'économie politique 47
- Le problème 48
- Le « deleveraging » des Etats-Unis 49
- Les limites de l'Union européenne 50
- L'hégémonie allemande 52
- Hypothèse sur le développement de la crise 54

Introduction

Ce texte reflète l'ample débat concernant l'Europe, qui a eu lieu dans la Ligue Internationale des Travailleurs – IVE Internationale (LIT-QI) lors de son 9e Congrès mondial, en avril 2014 à São Paulo (Brésil).

Nous voulions ouvrir ce travail collectif à tous ceux qui, dans leur lutte contre la catastrophe sociale actuelle, cherchent une réponse au-delà des clichés et platitudes si souvent rencontrés dans les programmes en vogue de la gauche.

C'est un texte dédié à ceux qui luttent, un texte avec lequel nous voulons contribuer aux réflexions des militants sur les raisons plus profondes qui rendent les luttes actuelles si difficiles et si coûteuses. Nous ne pouvons donc pas manquer de mentionner les combattants de la classe ouvrière qui nous ont permis de tirer de nouvelles conclusions sur la situation actuelle : les mineurs qui ont rempli les rues de Madrid avec leur « Marche noire » si combative, les travailleurs d'UPS-Vallecas dans leur combat inlassable contre les licenciements collectifs ou les ouvriers de l'usine Panrico en Catalogne, qui mènent depuis sept mois une grève contre les licenciements et les réductions de salaire.¹

1 Les exemples de lutte sont de l'actualité en Espagne au moment de la publication du texte dans

Dans leur lutte pour défendre les emplois, ils ont non seulement été confrontés avec les patrons et le gouvernement, leurs ennemis déclarés ; ils ont aussi dû défier et dépasser un des fléaux les plus profonds dont souffrent les travailleurs : la bureaucratie syndicale, cette camisole de force qui immobilise la classe ouvrière, une bureaucratie soumise aux patrons et dédiée à étouffer et à isoler les luttes, ce qui facilite leur défaite.

La classe ouvrière doit ouvrir son propre chemin, à la tête des opprimés, et avancer son alternative à l'Europe du capital, répondant aux exigences de cette période historique difficile et agitée dans laquelle nous vivons. Nous espérons que ce texte puisse être un outil pour aider les combattants dans cette tâche essentielle.

* * *

Nous publions en annexe au texte principal tout d'abord une réponse polémique de la LIT-QI, formulée par ses trois

le journal de *Corriente Roja*. (Voir www.corrienteroja.net.) La traduction en langue française a été réalisée par la Ligue Communiste des Travailleurs, la section belge de la LIT-QI, à partir de cette publication. Les lecteurs francophones n'auront certainement pas de difficulté à trouver des exemples similaires dans leur pays.

lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be

sections les plus importantes en Europe, à un Manifeste intitulé « *Que faire avec la dette et l'euro ?* » et signé par un groupe d'économistes de gauche qui font valoir qu'il est possible de mettre fin à l'austérité en respectant le cadre de l'UE et en restructurant la dette publique.

Une deuxième annexe reprend un article publié par *Corriente Roja*, la section espagnole de la LIT-QI, en février 2012, intitulé « *L'Europe au cœur de la crise* », et qui garde toute son actualité. C'est

une tentative d'expliquer les raisons et les mécanismes par lesquels la crise s'est développée de façon si inégale en Europe. En d'autres termes, comment les grands pays impérialistes européens ont utilisé l'UE pour sauver leurs bourgeoisies et pour prospérer, grâce au pillage des pays dépendants et semi-colonisés de la périphérie européenne et la soumission de leurs propres travailleurs à une nouvelle norme d'exploitation.

1. L'UE : crise capitaliste, ajustement structurel et hiérarchie entre Etats

L'étroite marge de manœuvre du capital financier en Europe, face à la compétition mondiale des grands monopoles, ne peut être agrandie ou maintenue que si la limite imposée par les salaires et les conquêtes sociales du prolétariat se rétrécit. Une nouvelle période de croissance économique, soutenue par de nouveaux investissements, n'est possible que si l'impérialisme parvient à imposer au prolétariat européen des conditions d'existence très inférieures à la norme établie depuis la Seconde Guerre mondiale. La décadence économique du continent impose de plus en plus de sacrifices au prolétariat : c'est la condition pour qu'une poignée d'Etats impérialistes européens, associés à l'impérialisme étasunien, puissent continuer le pillage de leur propre périphérie européenne et du monde.

L'ajustement structurel imposé par l'impérialisme européen touche le prolétariat de tout le continent, mais son poids a un effet différent selon la localisation de chaque pays dans la chaîne impérialiste. Les contre-réformes commencées dans les années 1990 en Allemagne atteignent leur apogée sous le gouvernement social-démocrate et des Verts de Schröder, avec la coupe et l'unification des prestations sociales, l'augmentation

de l'âge de la pension (67 ans), l'élimination du salaire minimum, la création de contrats poubelle de 400 euros mensuels, les *minijobs*, pour 7,5 millions de travailleurs. Le résultat est qu'un travailleur sur quatre gagne moins de cinq euros l'heure, et que les salaires réels de l'ensemble du prolétariat ont chuté de 7 % entre 2000 et 2010. L'amplification de la précarité a donné lieu à des différences salariales abyssales, de près de 40 %. Bien que la vieille aristocratie ouvrière maintienne l'essentiel de ses conquêtes, une part toujours plus importante du prolétariat n'a pas accès aux mêmes conditions de vie que ce secteur plus privilégié. Le capital financier français ou belge, mis au second plan face à son chef de file allemand, maintient son modèle avec l'objectif d'augmenter qualitativement le secteur des travailleurs précarisés et d'augmenter l'exploitation de l'ensemble du prolétariat.

L'ajustement structurel est en train de produire un changement qualitatif dans les relations, entre les classes sociales à l'intérieur de chaque pays, et entre les pays européens, ce qui se manifeste avec une virulence particulière dans la périphérie. L'Union européenne (UE) est un repère de bandits, avec une hiérarchie stricte autour des impérialismes

centraux et sous commandement indiscutable de l'Allemagne. Autour d'eux s'accouplent les impérialismes de troisième file, comme l'Italie et l'Espagne, incapables de jouer un rôle indépendant sur le marché mondial. L'oligarchie financière de ces derniers pays, qui agit comme parasite des grands requins (l'Allemagne, la France et l'Angleterre), se cramponne à l'UE. La raison est que ce n'est qu'en faisant partie de l'UE qu'elle peut continuer à profiter de ses entreprises monopolistiques dans chaque pays et à agir, comme partenaire mineure du club impérialiste, dans des régions comme l'Amérique latine. Et pour cela, elle est disposée à imposer les pires sacrifices aux prolétariats des pays respectifs.

La surexploitation des pays de l'Europe de l'Est, incorporés d'emblée à l'UE comme *semi-colonies*, avec des salaires de 350 euros par mois et la retraite à 75 ans, est la référence pour affronter la compétitivité internationale exigée de la périphérie par le capital financier. La recette du FMI et de l'UE dictée en Lituanie et en Bulgarie entraîne une tragédie sociale. Après avoir réduit de 30 % le salaire nominal des travailleurs lituaniens, rabaisé leur salaire minimum et réduit sauvagement les pensions, 10 % de la population a émigré pour fuir la faim. En Bulgarie, ce sont 15 % des travailleurs qui ont quitté le pays. Les semi-colonies de l'Europe de l'Est, érigées en modèles d'ajustement, ont été incorporées à l'UE comme une réserve de main-d'œuvre bon marché dans la gamme de valeurs des multinationales, au prix d'un recul de plus d'un demi-siècle dans leurs

conditions de vie. A la frontière orientale de l'UE, la Russie se transforme en fournisseur de matières premières, en particulier de gaz. Sa décadence et le processus de semi-colonisation économique tendent à s'accélérer avec la fin du boom des matières premières.

Quant à la Grèce et au Portugal, l'intervention directe de la Troïka a donné lieu à un changement dans leur structure sociale et celle de l'Etat, qui répond déjà directement au diktat extérieur. Les morts dans les files des hôpitaux, le retour de maladies, typiques de la pauvreté, qui n'existaient plus depuis 50 ans, ainsi que la malnutrition, la destruction de l'éducation et de la santé publiques et la baisse des salaires, produisent un changement profond dans les conditions d'existence de ces pays. C'est l'apogée d'un large processus historique de décadence. L'UE et l'euro ont créé l'illusion de la possibilité de revenir à leur passé impérialiste et colonial. Mais l'endettement massif, qui semblait être le passeport d'entrée dans le club des grands, devient l'instrument de soumission.

Depuis l'éclatement de la crise de la dette, le statut national de ces pays se dégrade : de leur condition de partenaire mineur de l'impérialisme, ils passent à un statut de pays semi-colonial. La soumission de la bourgeoisie parasitaire de ces pays aux Mémoires de la Troïka est l'expression de la restructuration complète de l'appareil de l'Etat, et du niveau d'exploitation du prolétariat, selon les nouvelles conditions dictées par l'impérialisme. Ces pays sont situés dans des secteurs marginaux de

1. L'UE : crise capitaliste, ajustement structurel et hiérarchie entre Etats

l'accumulation capitaliste et à la queue de la division internationale du travail en Europe. Leur décadence s'approfondit avec l'incorporation dans l'UE des semi-colonies de l'Est, dont la proximité au centre industriel et la spécialisation de sa main d'œuvre attirent les investissements impérialistes (particulièrement de l'industrie automobile), alors que les biens de consommation avec haute teneur en force de travail (textiles, chaussures, etc.) sont importés de la Chine et de l'Asie de l'Est.

Les bourgeoisies grecque et portugaise, éloignées du circuit de la production concentrée des monopoles impérialistes, et confrontées à l'impossibilité de s'incorporer de manière indépendante au marché mondial, livrent leurs pays au capital financier impérialiste avec des privatisations à des prix de bradage ; et elles ajustent les conditions de travail et sociales du pays à celles des semi-colonies de l'Est.

L'Europe impérialiste, dépassée par les Etats-Unis depuis les années 1920 et divisée entre ses différents Etats, a arrêté d'être le centre de gravité de l'économie et de la politique mondiales. Les conditions historiques particulières qui permirent le *boom* du capitalisme européen après la Seconde Guerre mondiale et son second souffle avec l'amplification du Marché Commun jusqu'à l'actuelle Union européenne, furent le résultat d'un processus essentiellement politique, dans lequel la collaboration complice de la social-démocratie et des principaux partis staliniens fut décisive. C'est ainsi que le capital est parvenu à surmonter la fragmentation des forces

productives dans 50 Etats, et à établir une échelle de hiérarchie concentrée autour des pays impérialistes centraux, avec l'Allemagne comme pivot. L'intégration productive sous le capital financier est toutefois l'opposé d'une véritable unité de l'Europe, puisque cette intégration se base sur une division du travail claire, qui approfondit à l'extrême les différences et l'antagonisme entre les pays.

L'UE reflète le haut niveau d'unification économique européenne, le caractère continental de ses forces productives, et donc l'impérieuse nécessité historique de l'élimination des Etats nationaux. Mais l'UE est, en même temps, la négation de tout cela, étant le fruit de l'accord de certaines bourgeoisies impérialistes qui ne peuvent ni ne veulent se passer de leur propre Etat. Celui-ci reste toujours pour eux l'instrument vital de domination, l'élément clef pour la défense des intérêts de « leur » capital financier, et la meilleure façon de compartimenter la lutte de classes dans des cadres « nationaux ». Le mouvement pour l'unification capitaliste de l'Europe est celui de la lutte entre ses principales puissances impérialistes pour imposer chacune son hégémonie dans le continent, et en même temps le moyen commun entre tous pour mettre en échec le prolétariat.

Le haut degré d'intégration économique atteint par le capital n'a pas promu la conformation d'une structure étatique européenne qui aurait comme objectif d'obtenir la convergence entre les pays, bien au contraire. Car si bien les frontières formelles ont été en partie

diluées, les frontières économiques et sociales entre les économies dominantes et les dominées se sont fortement renforcées par la division du travail et par les bénéfices qu'en retire le capital financier. Cette tendance, loin de s'atténuer, s'approfondit avec la semi-colonisation de la Grèce et du Portugal, l'incorporation de nouveaux pays semi-coloniaux, comme actuellement la Croatie, ainsi que par la politique impérialiste envers les anciennes républiques de l'URSS, appelée « Association orientale ». L'UE est aussi un bélier pour l'imposition, par les anciens empires coloniaux européens, de traités néo-coloniaux dans leurs anciennes colonies, surtout en Afrique, en approfondissant le pillage des richesses.

Décadence économique et domination impérialiste

La décadence relative de l'Europe face à l'hégémonie étasunienne fut compensée par l'amplification du Marché commun primitif, avec l'incorporation de nouveaux pays (l'Angleterre, le Danemark et l'Irlande dans les années 1970 ; la Grèce, l'Espagne, le Portugal dans les années 1980 ; et les pays de l'Europe centrale et de l'Est en 2004). L'incorporation a eu lieu, tout d'abord, au prix du renforcement de la prépondérance de l'industrie allemande, dont les exportations vers la périphérie se multiplièrent parallèlement à la désindustrialisation de cette dernière. La liberté de mouvement des capitaux a généré un système productif intégré qui reproduit méticuleusement au sein de l'Europe les caractéristiques du marché mondial capitaliste : juxtaposition de pays inégaux, spécialisation productive régressive de

la périphérie comme fournisseuse de biens de basse technologie et de main-d'œuvre bon marché en faveur d'un centre industriel concentré autour de l'Allemagne (y compris les Pays-Bas, l'Autriche et les pays du Nord), la France et l'Angleterre.

A partir de là, il n'y a déjà plus la possibilité pour les pays incorporés de retrouver de manière isolée une position sur le marché mondial. Cette intégration productive organisée par le capital financier se nourrit de l'inégalité et l'alimente à la fois : le salaire moyen dans les multinationales de l'automobile dans les pays de l'Est équivaut à 17 % du salaire correspondant en Allemagne. Chaque pays occupe une place dans cette échelle hiérarchique, qui a à sa tête le capital financier allemand associé à l'étasunien.

D'autre part, *l'ajustement structurel* européen en cours, accéléré par la crise initiée en 2007, ne peut être compris en dehors de la nouvelle division mondiale du travail, produit de la restauration du capitalisme en Chine, dans l'URSS et dans les pays de l'Est, et de l'offensive re-colonisatrice de l'impérialisme dans les années 1990. Les conditions générales de l'économie mondiale et de la concurrence entre monopoles furent modifiées profondément par la surexploitation et l'industrialisation accélérée de la Chine (et de l'Asie de l'Est) à partir d'importants investissements impérialistes (avec les entreprises étasuniennes à l'avant-garde) qui l'ont transformée en « usine du monde » et en plate-forme d'exportation pour les Etats-Unis et l'Europe.

1. L'UE : crise capitaliste, ajustement structurel et hiérarchie entre Etats

L'échelle de production mise en œuvre par l'Allemagne exige une autre norme d'exploitation du prolétariat sur tout le continent, afin de maintenir le leadership de ce pays, sur le marché mondial des biens industriels de haute technologie qu'il exporte vers l'Asie de l'Est et les Etats-Unis. Et plus bas un pays se trouve sur l'échelle d'approvisionnement, plus profonde est l'attaque à la classe travailleuse et au statut de ce pays, dont la place dans la hiérarchie des Etats est modifiée.

La spirale récessive initiée avec la crise économique en 2007, et qui a entraîné tous les pays de l'UE, fut stoppée par le pillage de la périphérie – ce qui a évité la faillite des grandes banques européennes – et par l'attaque profonde au prolétariat sur tout le continent. Ce fut le transfert brutal de survaleur vers le système financier de l'Allemagne, la France et l'Angleterre qui a évité l'explosion de l'euro. Le pillage a eu lieu moyennant l'expropriation du budget public des Etats débiteurs, placés sous l'intervention préalable de la Troïka. Mais cette expropriation s'est avérée insuffisante pour assainir le système bancaire, encore enseveli sous une montagne de dettes. L'endettement privé, surtout des entreprises, continue de paralyser le système de crédit.¹ La dépendance des exportations et le retard dans l'abaissement de l'endettement présagent une longue période de stagnation économique, et

on ne peut pas exclure que de nouvelles confrontations éclatent, provoquées par la profonde inégalité dans le développement de la crise entre les pays.

L'UE et l'hégémonie de l'impérialisme étasunien

Le processus d'intégration économique et la toile d'araignée institutionnelle concomitante ont été le terrain où s'est livrée la bataille entre les impérialismes européens pour l'hégémonie sur le continent. L'introduction de l'euro a mis fin, finalement, à la contradiction entre la suprématie absolue de l'industrie allemande et la prédominance politique européenne de la France, donnant l'hégémonie économique, politique et institutionnelle à l'Allemagne réunifiée qui est devenue le grand partenaire européen des Etats-Unis. Cette bataille pour l'hégémonie européenne s'est déroulée sous la domination mondiale de l'impérialisme étasunien, qui dispose d'une hégémonie acquise dans la Seconde Guerre mondiale et jamais remise en question depuis lors. Autrefois, celui qui dominait en Europe dominait dans le monde. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la rivalité entre les puissances européennes ne vise plus à obtenir la suprématie mondiale, mais la condition de partenaire préférentiel des Etats-Unis.

L'hégémonie des Etats-Unis est basée sur la prédominance de son capital financier et son énorme suprématie militaire, matérialisée dans l'OTAN, le grand instrument militaire impérialiste centralisé par ce pays. La promotion de l'intégration économique européenne de la part des Etats-Unis a son origine

1 La dette privée au Portugal, en Espagne et en Irlande équivaut à respectivement 255 %, 215 % et plus de 300 % du PIB. En Italie, 30 % des petites et moyennes entreprises ne peuvent pas s'acquitter de leurs dettes.

dans le plan Marshall de la seconde après-guerre et correspond aux intérêts de ce pays en tant qu'impérialisme hégémonique : 56 % des investissements étrangers des Etats-Unis entre 2000 et 2010 furent dirigés vers l'UE, où ses multinationales emploient 4 millions de travailleurs. Les Etats-Unis sont la deuxième destination, tant des exportations que du stock de capitaux à l'extérieur, de l'Allemagne. Cela transforme les Etats-Unis en l'un des principaux promoteurs de l'ajustement structurel en cours en Europe. Dans ces circonstances, l'hégémonie allemande ne peut être conçue qu'en association avec l'impérialisme étasunien.

Les négociations pour l'Accord de libre-échange et d'investissements entre les Etats-Unis et l'UE (Transatlantic Trade and Investment Partnership – TTIP), si elles se concrétisent, redéfiniront les conditions de concurrence entre les grandes corporations multinationales ; et elles auront d'importantes répercussions sur la structure du marché mondial, les liens entre les Etats-Unis et l'Europe, et les relations avec la Chine, l'Asie de l'Est et l'Amérique latine. En ce qui concerne l'Europe, le commerce interentreprises (aujourd'hui un tiers du commerce entre les Etats-Unis et l'Europe) augmentera, et donc la tendance à la réorganisation de l'échelle de valeurs

des multinationales étasuniennes en Europe, et vice-versa. Le processus de centralisation des capitaux dans les puissances les plus industrialisées tendra à se répéter à une échelle supérieure, conduisant à de nouveaux ajustements dans le rôle des pays de l'UE, afin que les grandes multinationales européennes puissent entrer en compétition dans des conditions similaires à celles des étasuniennes dans l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain, entre les Etats-Unis et le Canada, où entre le Mexique avec ses *maquilas*).

L'actuelle UE ferme un cycle dans lequel le capital financier allemand, sous l'hégémonie étasunienne, est devenu l'axe de l'intégration économique européenne et de ses institutions clefs. On ne peut pas comprendre la polarisation entre les classes et leurs différentes fractions dans chaque pays, ni les processus de semi-colonisation dans la périphérie, la crise des régimes politiques, la croissance de l'extrême droite, l'apparition d'organisations fascistes en Grèce et dans l'Est, la crise des bureaucraties syndicales et de la social-démocratie, la réorganisation du mouvement ouvrier ou la montée électorale du réformisme, si ce n'est comme la résultante de ce processus continental et de sa déclinaison dans chacun des pays.

2. Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE

Dans les pays soumis à l'intervention, directe ou sournoise, de la Troïka, le rejet de l'UE est de plus en plus important. Toutefois, les partis qui se préparent à occuper l'espace laissé libre par la social-démocratie et se sont groupés autour du Parti de la gauche européenne (PGE – où l'on retrouve le Front de Gauche français, Die Linke allemande, la Izquierda Unida espagnole, le Bloco de Esquerda portugais et la Syriza grecque) se proposent d'occuper le rôle de dernier rempart de défense de l'UE : « *La crise de légitimité de la politique met en danger le processus d'intégration européenne. La confiance dans les institutions européennes n'a jamais été aussi basse. [...] La condition pour que l'UE soit plus acceptée par ses citoyens est qu'il y ait plus d'opportunités pour participer. La Gauche européenne défend la démocratisation de l'Union européenne et de sa structure institutionnelle.* »¹

Mais alors que ces partis affirment que le projet de la bourgeoisie européenne est menacé par le manque de démocratie dans l'UE, la vie montre exactement le contraire : c'est bel et bien l'avancement de l'intégration européenne, en faveur du capital financier, qui fait que la

gestion de l'UE s'exerce inexorablement de manière antidémocratique, bonapartiste. Le rôle de l'UE est de blinder les frontières socio-économiques entre ses Etats membres et de sauvegarder l'actuelle division du travail sur le continent, en approfondissant les inégalités entre les pays et en enfermant la lutte du prolétariat à l'intérieur de ces frontières. Le PGE ne cherche pas à rompre cet engrenage impérialiste qui empêche l'unité du prolétariat européen, mais bien à le rendre acceptable, avertissant le grand capital que son projet est menacé *s'il ne le démocratise pas.*

La limite des programmes nationaux des partis du PGE, qu'ils soient localisés dans les pays impérialistes centraux ou dans la périphérie, est définie par l'acceptation des bases et des règles de jeu du projet impérialiste d'unité européenne, représenté par l'UE. De ce fait, face au problème de la dette publique – principal instrument du capital financier pour soumettre la périphérie et pour parvenir à l'ajustement structurel –, ils renoncent à l'exigence du non-paiement et se limitent à proposer sa « restructuration ». La défense, dans les pays créditeurs (l'Allemagne, la France ou l'Angleterre), de la restructuration de la dette de la périphérie, c'est-à-dire de

1 Thèses du 2e congrès du PGE, 2007

la continuité de son paiement, équivaut à la défense de la continuité du pillage, c'est-à-dire des intérêts des bourgeoisies impérialistes de ces pays. Il en va de même pour l'appui du Front de Gauche à la guerre coloniale de l'impérialisme français au Mali.

Le mot d'ordre de Rupture avec l'UE, dans les pays dominés

Dans la périphérie, la résolution politique du congrès de Syriza affirme que la politique d'austérité et la récession détruisent les liens entre les pays européens et renforcent l'euroscepticisme et l'antieuropéisme. Mais jamais dans l'histoire du capitalisme en Europe les liens entre les pays n'ont été si profonds. La politique d'austérité et de récession – c'est-à-dire le pillage de la Grèce – n'est rien d'autre que la continuité de l'extrême subordination avec laquelle ce pays s'est incorporé à la Communauté économique européenne. La profondeur de l'inégalité est la forme avec laquelle le capital financier construit ces liens, à l'époque impérialiste.

La résolution de Syriza se transforme en une tragédie politique lorsque, parlant d'un pays spolié et pillé, elle ne reconnaît pas le côté impérialiste de l'UE et assume la défense de celle-ci au nom de l'idéologie impérialiste réactionnaire de l'« européisme », entendu comme synonyme de l'intégration des peuples de l'Europe. *« Chaque fois que les politiciens bourgeois ont brandi la bannière de l'européisme, de la fédération des Etats européens, [...] ce fut toujours un avortement impérialiste. [...] Tout comme nous combattons le pangermanisme et le panslavisme, comme des idées réactionnaires,*

*nous n'avons absolument rien en commun avec l'idée du paneuropéisme. »*² Conformément à cette prédiction avérée de Rosa Luxembourg, en total contraste avec Syriza, l'UE n'est rien d'autre qu'un avortement impérialiste que Syriza refuse de reconnaître et avec lequel elle n'est pas disposée à rompre.

Alors que la Grèce est un pays pillé, étranglé par une énorme dette impossible à rembourser, un pays semi-colonisé, Syriza renonce au non-paiement de la dette au nom de la « restructuration » de celle-ci, ce qui revient à condamner le pays au pillage sans fin. Son refus de rompre avec l'UE et l'euro – auxquels elle s'accroche désespérément – condamne le pays à la servitude nationale et à un retard structurel, et la classe ouvrière à la pauvreté sans solution.

Etant donné que l'UE est le canal par lequel l'ajustement structurel est imposé par le capital financier, le PGE a trouvé une formule pour envelopper son « européisme » : la stratégie de la « *refondation* » de l'UE. Alors que le prolétariat et la jeunesse commencent à tirer leurs conclusions sur le rôle de l'UE, initiant un mouvement de rejet et de rupture, ces organisations s'érigent en dernier rempart de défense de l'UE. Ce programme de « *refondation* » est très clairement exprimé par Izquierda Unida en Espagne : *« L'objectif est de construire une Europe socialement et écologiquement soutenable, qui en termine avec l'actuel Traité de stabilité, avec le principe de la dérégulation du marché, avec la monnaie unique sans Trésor public européen, avec la Banque centrale en tant qu'entité*

2 R. Luxembourg, *Friedens Utopien* - mai 1911,

2. Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE

non contrôlée démocratiquement et sans possibilité de se transformer en une vraie Réserve fédérale européenne. ». Bref, il s'agirait de transformer l'UE en un vrai Etat supranational. Pour les partis du PGE, l'UE est un fait très progressiste et toute politique qui vise à sa destruction ou à la rupture avec elle est réactionnaire et nationaliste (« antieuropéiste »). La stratégie de la « refondation de l'UE » signifie l'acceptation des règles de celle-ci, ses institutions et ses limites, ce qui signifie l'élimination du programme de toute revendication anti-capitaliste qui remet vraiment en question l'ajustement structurel et la domination du capital financier.

Pour eux, l'intégration économique a donné lieu à un embryon de nouvelle superstructure étatique européenne qui doit dépasser historiquement les vieux Etats nationaux. Ce qu'il reste donc à faire, c'est de « radicaliser » la démocratie bourgeoise et de « convertir » l'UE en une « *Europe démocratique et sociale* ». L'instrument pour cela serait « *la convocation à une Assemblée constituante européenne, élue par suffrage universel, pour définir une architecture démocratique du parlement, du gouvernement simplifié et des autres institutions européennes* ». Tout comme il s'agissait pour les révolutionnaires au 19^e siècle, à l'époque de Marx et Engels, de participer en première ligne à la tâche historiquement nécessaire et progressiste de la construction des Etats nationaux unifiés bourgeois en Allemagne et en Italie, face au retard dans cette constitution, pour le PGE, il en serait de même aujourd'hui dans le cas de l'UE. Et bien sûr, la lutte

pour la révolution socialiste européenne est mise en attente pour une autre période historique. La politique des partis du PGE reflète son option de classe : comme ils ne veulent pas affronter la bourgeoisie de leurs propres pays, ils ne peuvent pas non plus remettre en question l'ordre impérialiste européen.

Le caractère transitionnel de la consigne de *Rupture avec l'UE*

Le mot d'ordre de rupture avec l'UE touche le cœur même du programme de la révolution européenne et reflète en même temps la compréhension théorique de son caractère et de sa dynamique. La théorie de la Révolution permanente pose que les révolutions dans chacun des pays font partie de la révolution socialiste internationale, qui combine différentes tâches et révolutions dans la marche vers la révolution mondiale.³ La présence de pays impérialistes et de pays semi-coloniaux au sein de l'UE oblige à combiner de façon inégale les tâches démocratiques et transitionnelles dans chaque pays, et de les incorporer comme une partie de la révolution socialiste européenne et internationale. Face au faux dilemme entre la négation de la domination impérialiste dans l'UE et la proposition d'une issue nationaliste, il faut réaffirmer l'alternative internationaliste et révolutionnaire.

Le Parti communiste portugais (PCP – qui dirige la CGTP, la principale centrale syndicale du pays) est un modèle concernant l'issue nationaliste. Il rejette « *une*

3 N. Moreno, *Actualisation du Programme de Transition - 1980 - Thèse 39* Actualité de la théorie de la révolution permanente et de la loi du développement inégal et combiné.

intégration européenne marquée par la soumission et le sous-développement du Portugal » et pose donc la rupture avec l'UE. Mais après la rupture, il propose « une politique patriotique de défense des secteurs productifs nationaux et la substitution des importations par la production nationale ». Pour récupérer la souveraineté, le PCP propose de lier la classe ouvrière portugaise à une supposée bourgeoisie nationale productive et patriotique. Mais le problème est qu'il n'existe pas de « solution nationale », ni de « récupération de la souveraineté » dans une économie structurellement soumise au capital financier et aux multinationales. La rupture avec l'UE et l'euro, tout en étant absolument nécessaire, ne résout rien par elle-même, parce que les intérêts des travailleurs ne se heurtent pas seulement à un facteur externe – l'impérialisme –, mais aussi à une structure capitaliste interne, dépendante et intégrée dans le système global. C'est pourquoi la bourgeoisie portugaise n'est pas disposée à affronter l'impérialisme. Mais le PCP non plus : face au problème crucial de l'endettement de l'Etat avec la banque impérialiste et les banquiers « nationaux », il ne va pas au-delà de la renégociation de la dette publique (les délais, les intérêts...) c'est-à-dire le maintien intact de la domination de l'impérialisme sur le Portugal.

A l'autre extrême, une partie importante de la gauche, qui ne vient pas de la tradition stalinienne, fait abstraction de la domination impérialiste, comme si elle n'existait pas. C'est le cas du Bureau Exécutif de la IV

Internationale⁴ qui disait en juillet 2003 : « Avec l'approfondissement de la crise, la régression sociale s'identifie avec l'UE et à l'euro, et nous comprenons le sentiment populaire croissant de rejet envers l'euro et l'Europe. Cependant, c'est poser le problème à l'envers, surtout si la sortie de l'euro a lieu dans une économie qui continue d'être capitaliste, et équivaudrait donc à une dévaluation massive qui serait une autre forme d'austérité contre les peuples. » Mais les travailleurs ne se trompent pas quand ils identifient la régression sociale avec l'UE ! Et, d'autre part, qui dit que la sortie de l'euro (et de l'UE) ne peut pas – ne doit pas – faire partie d'un programme anticapitaliste et internationaliste ?

Le rejet de l'UE est un pas vers le mot d'ordre de *Rupture*, qui, dans les pays dominés, est un pont pour disputer la conscience des travailleurs et la faire avancer vers les mesures anticapitalistes de transition nécessaires pour défendre le pays : suspension (non-paiement) de la dette, expropriation de la banque et étatisation des branches et entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs. La domination impérialiste est une partie structurelle du capitalisme et en est l'expression dans les pays dominés. Le programme marxiste révolutionnaire ne sépare pas la tâche de la libération nationale de la lutte contre l'austérité et les attaques contre les travailleurs, car l'exploitation de ceux-ci de la part de la bourgeoisie périphérique se

4 Lors du 15e Congrès de la IV Internationale, en 2003, de nouveaux statuts ont été adoptés et le « Secrétariat Unifié » (SU) a été remplacé par un Comité International (CI) et un Bureau Exécutif (BE).

2. Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE

combine avec la domination impérialiste et y est subordonnée. Si, au lieu de défendre la rupture avec l'UE, nous allons rappeler à l'ordre les travailleurs en leur disant qu'ils posent le problème « à l'envers » et qu'il s'agit de « lutter contre le capitalisme », nous abandonnons la lutte contre l'UE à l'extrême droite, aux nationalistes et aux populistes.

La lutte contre l'UE exprime le caractère international de la révolution socialiste sur le continent européen, parce qu'elle unit les intérêts des travailleurs de tout le continent. Tandis que le prolétariat dans les pays dominés et sous intervention doit poser la rupture avec l'UE, dans les pays impérialistes centraux, il s'agit de mettre en avant-plan la lutte contre son propre impérialisme, ce qui signifie défendre la dissolution de l'UE, qui est la machinerie qui centralise et met en œuvre les attaques impérialistes. Les intérêts de classe doivent s'exprimer dans des tâches communes pour le moment présent, sur la base de l'internationalisme ouvrier. La dissolution de l'UE, la rupture avec elle, loin d'être un repli sur le « nationalisme », est le point de convergence qui peut unir les prolétariats des deux bouts de la chaîne de domination impérialiste européenne, dans leur lutte commune contre l'ajustement structurel.

La lutte pour les Etats socialistes d'Europe

Notre rejet catégorique de la caricature impérialiste de l'unité européenne n'implique pas la défense de la « patrie nationale ». Au contraire, notre programme doit récupérer l'internationalisme et rétablir le fil historique de la

meilleure tradition du mouvement ouvrier, coupé à l'époque par la bureaucratie stalinienne et sa théorie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays ».

Dans sa réponse à Kautsky, qui défendait en 1911 « *l'union des Etats de la civilisation européenne dans une confédération* », c'est-à-dire « *les Etats-Unis d'Europe* », comme moyen pour atteindre « *la paix éternelle* », ⁵ Rosa Luxembourg a fait valoir que « *la solution d'une fédération européenne ne peut pas signifier, objectivement, au sein de la société capitaliste, autre chose qu'une guerre douanière contre les Etats-Unis [...], ainsi qu'une lutte raciale, coloniale et patriotique dans l'arène politique* ». ⁶ En 1915, en pleine guerre mondiale, la Conférence bolchevik à l'étranger ouvra le débat sur ce mot d'ordre, dans le cadre de l'élaboration du programme du parti contre la guerre impérialiste. Avant la Conférence, le manifeste du Comité Central avait fait valoir que « *le mot d'ordre politique immédiat des sociaux-démocrates⁷ de l'Europe doit être la formation des Etats-Unis républicains d'Europe* ». Et, à différence de la formulation pacifiste de Kautsky, il y ajouta que « *les sociaux-démocrates doivent dévoiler toute la fausseté et l'incohérence de ce mot d'ordre, si les monarchies allemande, autrichienne et russe ne sont pas renversées par la révolution* ». ⁸

5 K. Kautsky. *War and Peace, Justice* - avril 1911.

6 R. Luxembourg, *Friedens Utopien* - mai 1911,

7 A cette époque, les bolcheviques, et en général les marxistes révolutionnaires, se désignaient eux-mêmes comme « sociaux-démocrates »

8 *La Guerre et la Social-démocratie de Russie* - septembre 1914.

Lénine, cependant, suivant les traces de Rosa Luxembourg, rejeta le mot d'ordre, en précisant qu'il ne le remettait pas en cause pour son caractère démocratique : « *Les révolutions politiques ne peuvent jamais, dans aucun cas, quelles que soient les circonstances, affaiblir le mot d'ordre de la révolution socialiste.* » Cependant, le mot d'ordre ne peut pas faire abstraction de l'existence de l'impérialisme et de la guerre, étant donné que, dans ces circonstances, « *les Etats Unis d'Europe pourraient exister uniquement comme un accord des capitalistes européens sur la façon de noyer ensemble le socialisme en Europe, de défendre ensemble les colonies volées, contre le Japon et l'Amérique du Nord* ». ⁹

Lors de son quatrième Congrès, en 1923, après la victoire de la révolution en Russie et la montée du prolétariat dans la moitié de l'Europe, notamment en Allemagne, la Troisième Internationale posait de nouveau l'unité européenne comme une tâche de la classe ouvrière qui devrait, « *dans sa lutte pour s'emparer du pouvoir politique, réparer les ruines de la Guerre mondiale et commencer la construction d'une République fédérative des Soviets d'Europe* ». Il en résulte un changement dans la nature du mot d'ordre, qui devient l'axe stratégique de la révolution socialiste en Europe, à son tour partie de la révolution mondiale.

Des années plus tard, le sixième Congrès de la Troisième Internationale, déjà contrôlé par la bureaucratie stalinienne, retire le mot d'ordre du programme. Trotsky a dit alors : « *La formule*

des 'Etats-Unis soviétiques de l'Europe' est précisément l'expression politique de l'idée que le socialisme est impossible dans un seul pays. » ¹⁰ C'est précisément ce que la bureaucratie voulait cacher. Le développement de la révolution européenne était incompatible avec la contre-révolution bureaucratique en URSS, ce pour quoi la caste stalinienne a travaillé sans ménagement pour empêcher que le prolétariat européen puisse prendre le pouvoir.

L'UE, en tant qu'accord entre les grands Etats impérialistes de l'Europe, ne joue plus aujourd'hui le rôle que Rosa et Lénine ont signalé, il y a un siècle, de la défense de la suprématie impérialiste mondiale européenne contre les Etats-Unis. Actuellement, les impérialismes européens, bien qu'ils aient des frictions et des disputes entre eux, ne disputent déjà plus l'hégémonie des Etats-Unis, qui précisément favorisait l'intégration européenne après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, l'essence impérialiste du capitalisme européen et de l'UE s'est déployée en bonne et due forme après que la bureaucratie stalinienne restaura le capitalisme en URSS, quand les impérialismes européens ont incorporé les pays de l'Est à l'UE comme de véritables pays semi-coloniaux, dominés par les grandes banques et les multinationales allemandes. Ces impérialismes dévoilent aussi leur essence, lorsqu'ils défendent les intérêts de leurs multinationales dans le monde et qu'ils collaborent avec les interventions militaires étasuniennes ; ainsi qu'avec leur

9 V.I.Lénine, *Sur le mot d'ordre des Etats-Unis de l'Europe*

10 *Le désarmement et les Estados Unidos de Europa.* The Militant, 7.12.1929

2. Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE

présence néo-coloniale en Afrique ; avec leur politique de progression vers « l'Est » ; avec le pillage de la périphérie européenne et leur offensive générale contre toute la classe ouvrière du continent. Le programme révolutionnaire doit répondre à cette réalité.

Notre défense intransigeante de la rupture avec l'UE et l'euro dans les pays dominés ne se confond pas du tout avec la défense de l'Etat national, étant donné que « *l'objectif du prolétariat n'est pas la défense de l'Etat national, mais sa liquidation totale et absolue, puisqu'il s'agit d'un énorme obstacle au développement économique et culturel de l'humanité* ». ¹¹ Le sens de l'UE n'est pas le dépassement des Etats nationaux, mais la domination impérialiste sur ces derniers. Par conséquent, dans les pays dominés, nous posons la rupture avec l'UE, et dans les pays impérialistes centraux, sa destruction. Nous affirmons que seul le prolétariat peut unifier l'Europe, et que, par conséquent, le premier acte de sa victoire sera d'abolition des traités de l'UE. La rupture avec l'UE n'est pas un mot d'ordre isolé ; elle implique un système de mots d'ordre transitoires qui doit pointer vers la constitution de Gouvernement des Travailleurs.

Le mot d'ordre des *Etats socialistes d'Europe*, qui récupère la tradition internationaliste détruite par le stalinisme et suit l'approche proposée par Trotsky au 4e Congrès de la Troisième Internationale, « *se situe dans le même contexte historique que celui du 'gouvernement ouvrier et paysan'* ; *c'est un mot d'ordre de transition, indiquant une issue,*

une perspective de salut, et il fournit à la fois un élan révolutionnaire aux masses travailleuses ». ¹² En prenant en compte les grandes différences entre les pays, ce mot d'ordre exprime la dynamique générale du processus révolutionnaire européen, et dans le même temps, l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays.

Dans sa critique du document européen du Secrétariat unifié, Moreno soulevé en 1973 : « *Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe ne se trouve pas parmi les dix principales tâches de cette étape. Il n'est mentionné que comme un axe secondaire de propagande. Toutefois, quand Trotsky formula ce mot d'ordre, il le fit sur la base d'une question théorique (la théorie de la révolution permanente, en particulier son caractère international) et d'une question de la réalité concrète (l'unité spécifique de la révolution européenne). Cette dernière caractéristique a été renforcée par l'unité, de plus en plus grande, du capitalisme européen au cours des dernières décennies.* » ¹³ L'existence de l'Union européenne rend plus actuels que jamais les mots de Moreno, et nous amène à souligner plus que jamais l'unité spécifique de la révolution européenne, la nécessité d'être plus internationaliste que jamais. Pour l'union libre et volontaire des Etats socialistes d'Europe.

¹¹ "La guerre et la IV Internationale, 10.06.1934

¹² Est-ce que c'est le moment approprié pour le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ? 1923, Les cinq premiers congrès de l'Internationale communiste.

¹³ Moreno, N. *Le parti et la révolution*, 1973

Le droit à l'autodétermination nationale

Une des conséquences de l'ajustement structurel profond auquel l'Europe est soumise est le développement d'importants mouvements de désintégration dans plusieurs de ses Etats. Les plus importants se produisent dans l'Etat espagnol, où le problème de l'unité espagnole, jamais résolu par la bourgeoisie, refait surface. Ainsi, nous voyons le puissant mouvement nationaliste en Catalogne, la région la plus industrialisée de l'Etat espagnol, où plus d'un million de personnes (sur 7,5 millions) sont descendues dans la rue le 11 septembre 2013 pour réclamer l'indépendance. La LIT considère ce mouvement national comme un fait progressiste face au régime espagnol qui, étant issu du régime de Franco, nie le droit légitime à l'autodétermination au peuple catalan (et au basque et au galicien). La LIT défend résolument le droit à l'autodétermination de la Catalogne, ou, ce qui revient au même, son droit à l'indépendance si telle est la volonté de la majorité du peuple. Mais pour nous, à la différence des nationalistes catalans bourgeois et petits-bourgeois, le droit à l'autodétermination n'est pas un instrument de séparation, mais un outil nécessaire pour réaliser l'unité de la classe ouvrière des différentes nationalités de l'Etat espagnol et pour sceller une alliance entre ses peuples. Par conséquent, avec la revendication du droit à l'autodétermination,

nous défendons une Union libre de Républiques ibériques.

En outre, les conflits de nationalité ont d'emblée une dimension carrément européenne, ce qui n'était pas le cas auparavant. Et cela implique que la lutte pour l'autodétermination des Catalans fait partie de la bataille contre l'UE. Ce n'est pas étonnant que les organismes de l'UE aient pris position en défense du gouvernement espagnol et pour l'unité espagnole forcée. La souveraineté des peuples est également incompatible avec l'UE, et ne peut être atteinte qu'en avançant vers une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

A côté de l'Etat espagnol, il y a d'autres mouvements, comme celui de l'Ecosse, où un référendum sur l'indépendance est prévu en septembre 2014, un referendum sur lequel le gouvernement britannique de Cameron et le gouvernement régional écossais se sont mis d'accord. Mais l'Ecosse « indépendante » proposé par les nationalistes écossais garderait Elizabeth II comme « reine des Ecosse », continuerait avec la livre sterling et resterait dans l'UE et dans l'OTAN. Par contre, l'unité de la classe ouvrière britannique serait fortement malmenée. Quant aux mouvements comme celui de la Ligue du Nord italienne, soutenant la sécession de la « Padanie » (le nord de l'Italie), il s'agit d'un phénomène ouvertement réactionnaire et raciste que nous combattons résolument en tant que LIT.

3. Une nouvelle composition du prolétariat européen

Le mot d'ordre du capital financier impérialiste est la précarité. Depuis 2008, les minijobs représentent 25 % des contrats de travail en Allemagne, c'est-à-dire qu'un travailleur sur quatre touche un salaire inférieur à la valeur de sa force de travail. D'autres euphémismes, comme les *Zero Hour Contracts* (Angleterre), les *Accords de compétitivité* (France) ou les *Cooperativas* (Italie), reflètent la même politique, visant à créer une vaste couche de travailleurs précaires dans les pays impérialistes centraux et installant une partie de la classe ouvrière dans des conditions de travail similaires à celles où précédemment se trouvait le prolétariat immigré. Cependant, dans la périphérie, la précarisation est la norme pour tous les nouveaux contrats et seule une minorité des travailleurs maintiennent les conditions antérieures. La tendance générale à travers le continent est un changement dans la composition elle-même du prolétariat, dont la résistance aux nouvelles normes d'exploitation pousse à un processus de réorganisation profond et complexe.

Les millions de travailleurs en situation précaire sont le résultant d'une politique structurelle du capital qui est en train de modifier la composition du

prolétariat, partiellement ou de façon majoritaire selon le pays et la violence de l'ajustement. Il s'agit des travailleurs de l'ancienne génération, jetés au chômage ou soumis à de nouvelles conditions d'exploitation et qui ne reviennent déjà plus aux conditions d'avant la contre-réforme. Il s'agit des nouvelles générations, dont la précarité est le présent et l'avenir. Et il faut ajouter à cela le prolétariat immigré, qui a été historiquement en situation précaire et qui fait maintenant, en outre, l'objet d'une intense pression xénophobe.

Tout cela débouche sur un phénomène qui n'avait existé qu'au lendemain de la guerre mondiale : le chômage structurel, qui est utilisé par les patrons et les gouvernements en Espagne, au Portugal, en Grèce ou en Italie pour imposer une précarisation accélérée. Les appareils bureaucratiques politiques et syndicaux, dont la fonction sociale a été pendant des décennies la cogestion de l'*Etat providence*, sont devenus les gestionnaires du nouveau modèle d'exploitation du prolétariat. La tendance à la crise de ces appareils est proportionnelle à la résistance des travailleurs à l'ajustement.

Les secteurs opprimés : les femmes, les immigrants et les jeunes

La violence de l'ajustement structurel a des implications encore plus profondes sur les secteurs opprimés du prolétariat. L'augmentation de l'exploitation se manifeste dans une augmentation de l'oppression des femmes. L'écart salarial avec les hommes, en Allemagne (22,3 %), en Espagne (16 %), au Portugal (12,8 %) ou en Italie (5,3 %), s'agrandit encore quand on considère uniquement le secteur privé, où il atteint respectivement 25,8 %, 28,25 %, 23,5 % et 16,7 %.¹ En outre, dans certaines branches où le contrat précaire est prédominant, l'écart de salaire atteint 30 %. Et la tendance est à l'élargissement de l'inégalité, car la majorité absolue des contrats précaires s'accumulent chez les femmes. Dans le cas de l'Espagne, celles-ci occupent 80 % des contrats à temps partiel.

Les femmes sont doublement affectées par l'ajustement : les coupes, en plus d'augmenter l'écart salarial avec la précarisation, impliquent aussi la réduction ou la destruction pure et simple des services publics (places dans les crèches, soins pour les personnes âgées, etc.), ce qui mène à une intensification du travail non rémunéré, assumé principalement par les femmes dans les ménages. En outre, les attaques sont concentrées dans des secteurs tels que la santé et l'éducation, où la force de travail féminine est majoritaire. La violence est la face la plus brutale de l'oppression dans les pays présentés comme un modèle d'égalité et de développement : entre 40 et 50 % des femmes ont été victimes

de violence en Finlande, en Suède et en Allemagne, ce qui ne fait que confirmer que le capitalisme n'est pas seulement incapable de mettre fin à l'oppression, mais aussi de maintenir les acquis démocratiques minimaux acquis par les femmes dans leur lutte contre l'oppression machiste. La lutte contre l'oppression est indissociable de la lutte pour obtenir l'unité du prolétariat contre l'exploitation.

Dans plusieurs pays européens se développe une campagne xénophobe qui rend les immigrants responsables du chômage, les accusant de « voler » l'emploi des autochtones. En Europe occidentale, la Ligue du Nord en Italie, le Front national français et Aube dorée fasciste, encouragés par les mesures gouvernementales contre les immigrants, font des campagnes racistes leur axe politique central. Dans l'Est (la Hongrie et la Bulgarie), nous avons la persécution des Roms, menée par les partis Jobbik et Ataka ; et en Russie, il y a l'agissement contre les travailleurs kirghizes, moldaves, tadjiks, ouzbeks, soutenu par les organisations nationalistes, qui transforment les travailleurs immigrants en boucs émissaires. Dans tous les cas, l'objectif est le même : diviser le prolétariat, empêcher les travailleurs à découvrir les vrais coupables du chômage et des coupes. La campagne de l'extrême droite, accusant les immigrants d'être responsables de la diminution des salaires des travailleurs autochtones, est une tromperie. La force de travail immigrée dans l'UE n'est que de 4 % de la main d'œuvre, et en outre, elle est employée dans les pires emplois, les plus précaires, et sans droits.

1 Données de l'UE

3. Une nouvelle composition du prolétariat européen

La réduction des salaires est promue par les patrons et les gouvernements.

Mais quand l'impérialisme français a montré toute sa puissance contre... une fillette du Kosovo, expulsée de l'école et déporté sans ménagement ; quand trois bateaux assistent, impassibles, au naufrage et à la mort de plus de 360 personnes, dont des enfants, à Lampedusa, et ne font rien pour aider les survivants, nous avons à faire avec le résultat de l'action de certains gouvernements qui encouragent le harcèlement avec des lois qui criminalisent toute aide aux « illégaux », qui expulsent ceux-ci sommairement ou les emprisonnent, alors qu'ils n'ont commis aucun crime, dans de vrais camps de concentration. Ce sont les gouvernements de Hollande, de Cameron ou de Poutine qui sont les responsables de la persécution. Nous devons lutter pour l'abrogation immédiate de la législation de persécution et des obstacles pour obtenir un visa. Les travailleurs immigrés font partie du prolétariat européen, ils sont son secteur le plus exploité ; et la politique des révolutionnaires est de promouvoir leur organisation. La grève des travailleurs des *Cooperativas* en Italie, principalement composées d'immigrants, est un exemple dans ce sens. Nous devons poser la lutte contre les inégalités de salaire et pour les droits syndicaux et politiques, pour le droit de diriger leurs communautés dans les quartiers, avec la reconnaissance de leurs représentants, et pour le maintien de leurs croyances, leur langue, leur culture et leurs coutumes.

Les jeunes, dans leurs différentes couches sociales, font partie de

l'avant-garde dans la plupart des combats en Europe. Les systèmes éducatifs de tous les pays, entraînés par la stratégie de l'UE, ferment la porte aux jeunes travailleurs pour continuer leurs études. Aujourd'hui, seulement 25 % des enfants de travailleurs arrivent à l'enseignement supérieur. Cela est dû, en premier lieu, aux coupes (qui ont donné lieu, par exemple, à la fermeture de grandes universités grecques), à l'augmentation des droits d'inscription, à la baisse des bourses et à la diminution de ressources matérielles et de professeurs. L'enseignement public est de plus en plus déficient, alors qu'une minorité possédante envoie ses enfants à l'éducation privatisée.

Les perspectives d'emploi sont encore pires. La jeunesse est victime des taux les plus élevés de chômage en Europe, et en particulier dans la périphérie. Ceux qui obtiennent un emploi le trouvent dans les nouvelles conditions de travail, avec des contrats qui sont renouvelés pour des mois et les contrats *Zero hours* sans journée fixée et qui changent tous les jours, etc. Et quand quelqu'un obtient un travail « fixe », il est soumis à la double échelle convenue par la bureaucratie (les « nouveaux » ayant un salaire inférieur à celui des travailleurs en place dans la même catégorie). La jeunesse européenne a vu disparaître de son horizon l'image de la prospérité de l'Europe et les illusions de stabilité. C'est pourquoi elle descend en masse dans la rue, que ce soit en Grèce, au Portugal (« La génération précarisée ») ou dans le 15M espagnol. La jeunesse précarisée n'est pas prisonnière

L'Union européenne, une machine de guerre contre les travailleurs et les peuples

des liens avec les anciens appareils, mais dans le même temps, l'expérience de combat lui manque. Les phénomènes politiques libérales-anarchiques, qui sont une réaction contre la bureaucratie des organisations réformistes, jouent aussi un rôle réactionnaire, car ils se dressent comme un obstacle à la centralisation et la continuité des luttes, qui ont tendance à se produire dans des manifestations explosives dans la rue.

4. La réorganisation politique et syndicale en Europe

Le changement des relations entre les classes a donné lieu à un phénomène politique : la réorganisation politique et syndicale du mouvement de masses. Les bases objectives du processus de réorganisation sont développées de façon inégale selon le caractère de l'ajustement et sa déclinaison dans les pays, le degré de résistance sociale, la crise historique des appareils bureaucratiques et la nouvelle composition du prolétariat. La combinaison de ces éléments donne lieu à un phénomène politique dans le continent, marqué par une profonde contradiction : il y a, d'une part, la tendance à la fin du monopole de la représentation politique et syndicale des appareils traditionnels, dont le strict contrôle sur le prolétariat a permis la stabilité des régimes depuis la post guerre. On ne peut toutefois déduire de cette tendance une évolution linéaire du prolétariat vers le programme révolutionnaire. Les forces qui disputent cet espace sont multiples. Et le facteur subjectif, la crise de la direction révolutionnaire, est également un élément objectif central dans le développement de la conscience des masses.

La crise de la social-démocratie

Les appareils politiques qui contrôlent le mouvement ouvrier européen depuis l'après-guerre (qu'ils soient d'origine sociale-démocrate ou stalinienne), avec la complaisance des bureaucraties syndicales, ont défendu inconditionnellement l'UE, la présentant comme un modèle d'intégration qui mettrait fin aux inégalités sur le continent. Ce sont les gouvernements des partis sociaux-démocrates (sociolibéraux) qui imposèrent les « *critères de Maastricht* » et adoptèrent la « *stratégie de Lisbonne* », avec laquelle a commencé, au début des années 1990, l'ajustement structurel qui devrait faire de l'Europe « la région la plus compétitive du monde ». Actuellement, ces partis sont entrés dans une crise historique, qui va de pair avec le démantèlement de l'Etat providence qui était historiquement la justification de son existence. Les réformes de l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder en Allemagne ont amené les coupes sociales les plus dures depuis 1949. Comme disait cet ancien chef du gouvernement : « *Nous avons libéralisé notre marché du travail et mis en œuvre l'un des meilleurs secteurs à bas salaires qui existent en Europe.* »

Les liens organiques de ces partis avec le capital ne leur permettent pas de se distancier tant soit peu de l'ajustement structurel en cours, comme le montre la politique de Hollande en France. La pression fondamentale sur ces partis n'est déjà plus la vieille aristocratie ouvrière qui formait historiquement sa base sociale et était représentée par la bureaucratie syndicale, mais le capital financier. Schröder est le président de la société d'énergie russo-britannique TNK-BP, du consortium de gazoducs *Nord Stream* (BASF associée avec Gazprom), et il est membre du conseil de la *Rothschild Investissement Bank*. Quelque chose de semblable se passe avec les ministres de ces partis : Felipe Gonzalez est conseiller de *Gas Natural* et il en va de même pour le PS portugais. La crise de la FGTB de Charleroi - Hainaut Sud avec le PS belge, ou le malaise entre le Parti travailliste britannique et la bureaucratie syndicale, sont l'expression du fait que la tendance au démantèlement de l'Etat providence s'accompagne de la destruction des liens matériels avec ces appareils, de secteurs de plus en plus amples du prolétariat.

Le désastre électoral du SPD en 2008 et en 2013, accompagné par le Parti travailliste britannique, qui a eu en 2010 son plus mauvais résultat depuis 1931, est l'expression de ce phénomène. La même chose s'est produite pour le PSOE espagnol. Nous avons vu la défaite électorale du PS portugais et l'effondrement du PASOK grec, deux partis qui ont signé le Mémoire de la Troïka. Bien sûr, il ne faut pas déduire de leur crise historique qu'ils ne sont plus en mesure

d'entrer aux gouvernements, mais ils ne pourront déjà plus jouer le rôle d'antan. En dépit de l'inégalité de la lutte de classes entre les pays, la tendance la plus probable est que les partis qui ont leurs racines dans la social-démocratie ou dans le stalinisme (comme le PD italien) ne soient plus en mesure de contrôler le mouvement de masses, comme cela a été le cas pendant des décennies. Le processus en cours a commencé à changer essentiellement le paysage politique de l'Europe occidentale d'après-guerre, qui était resté essentiellement stable jusqu'à il y a quelques années, en libérant des forces à la droite et à la gauche.

L'extrême droite et le fascisme

La montée de l'extrême droite française du Front National de Marine Le Pen fait partie d'un phénomène politique qui va au-delà de la France. Cependant, il s'agit d'une organisation parlementaire intégrée au régime de la démocratie bourgeoise, qu'il faut différencier des organisations carrément fascistes. Le discours de Le Pen contre l'UE et l'euro accompagne la décadence de l'impérialisme français face à l'Allemagne. Sa haine contre les immigrés est l'expression de la perte de l'empire colonial français et de sa défaite face à la lutte des peuples colonisés d'Afrique. C'est clair, quand on voit que son programme commence par : « *Encourager la mémoire de l'Armée d'Afrique, qui a gagné du prestige dans la libération de la France et dans la défense de l'Empire, afin de faire connaître à la jeunesse de la France sa diversité et ses sacrifices, qui ont leurs racines dans la fraternité armée.* »

4. La réorganisation politique et syndicale en Europe

Bien que l'extrême droite ne soit pas l'option politique prioritaire du capital financier français, ces processus politiques impriment leur propre rythme et l'augmentation de la polarisation sociale, et leur discours populiste – vociférant contre les banquiers et pour la ré-industrialisation de la France afin de lutter contre le chômage et le déclin social – s'est ouvert son chemin électoral parmi des secteurs du prolétariat français, profitant du vide politique créé par le fait qu'aucune organisation du travail tant soit peu importante ne soulève la destruction de l'UE à partir d'un point de vue de classe, anti-impérialiste et internationaliste.

L'extrême droite, avec son discours raciste et xénophobe envers les immigrants et les pays du Sud, devient la troisième force parlementaire au Danemark, en Finlande et aux Pays-Bas. En Autriche, elle est arrivée à la deuxième place lors des dernières élections. Cette croissance s'explique par la promesse non tenue de l'unité de l'Europe sous l'impérialisme et par le processus de faillite de secteurs de la petite bourgeoisie et des classes moyennes. En renforçant l'opposition économique entre les pays – la contrepartie de l'excédent allemand étant le déficit pour les autres – l'UE augmente les antagonismes ; et le nationalisme impérialiste en est une expression politique dans les pays centraux. Le nationalisme impérialiste, le racisme et la xénophobie – en tant que face la plus abominable de l'impérialisme et de sociétés qui sont empêtrés dans leurs propres contradictions et les exacerbent – sont aussi le reflet de l'ajustement structurel entre

fractions bourgeoises, et de l'incapacité impérialiste pour unifier l'Europe.

Aube Dorée en Grèce ou *Forza Nuova* en Italie sont d'une nature différente. Dans le premier cas, l'existence d'un appareil paramilitaire, en plus de l'appareil politique, marque une différence de cette organisation par rapport à la droite parlementaire. Cet appareil, engagé dans l'assassinat et la persécution des immigrés, a essayé de se tourner vers le mouvement ouvrier,¹ quoiqu'il ait été mis en échec par une réaction du mouvement de masse. Le poids électoral et social de cette organisation en fait toutefois une réelle menace pour le mouvement ouvrier. *Aube Dorée*, financée et soutenue par des secteurs significatifs de la bourgeoisie grecque, sort des entrailles de l'appareil répressif de l'Etat et ouvre la voie à la répression directe des organisations du mouvement ouvrier. Les partis traditionnels tombés en ruines, qui soutenaient le régime et ses institutions démoralisées et qui se limitent à mettre en œuvre le diktat de la Troïka, sont incapables, organiquement, d'arrêter l'action de cette bande d'assassins. On ne peut avoir aucune confiance dans le système pour les arrêter. Le Front unique ouvrier, l'organisation de l'autodéfense et la mobilisation

1 Le président du syndicat des métallos du Pirée, Sotiris Pulikogiannis, et d'autres membres du syndicat, tous membres du KKE, ont été attaqués brutalement par des membres d'*Aube Dorée* quand ils collaient des affiches ; par la suite, AD assassina le militant antifasciste Pablo Fyssas. La réaction des masses après cet assassinat a obligé le gouvernement à emprisonner certains députés d'AD et a mis cette dernière sur la défensive. Cette circonstance ne doit toutefois pas mener à sous-estimer AD.

des masses sont une nécessité, non seulement pour vaincre le fascisme, mais aussi pour vaincre les plans de faim et de destruction du pays et pour ouvrir la voie révolutionnaire.

La crise des appareils bureaucratiques et le rôle du néo-réformisme

La majorité de la classe ouvrière européenne était liée par des liens matériels à la fausse idéologie selon laquelle les appareils syndicaux et parlementaires bureaucratiques représentaient une barrière de défense de ses conquêtes et non pas un agent de l'impérialisme à l'intérieur du mouvement ouvrier. En rompant les liens matériels qui liaient un large secteur du prolétariat à ces appareils, les barrières construites par cette fausse conscience se fissurent et nous confrontent à une crise historique de la social-démocratie (SD), qui entraîne dans son sillage les partis communistes (PC) qui avaient un poids de masses. Ce processus, qui se développe inégalement selon les pays, génère deux phénomènes : d'un côté, il met fin à la fidélité électorale historique envers la SD (et les PC), et, d'un autre côté, il fait que pour un nombre croissant de luttes, les appareils syndicaux traditionnels ne sont déjà plus la médiation incontournable. Au contraire, l'avant-garde semble y faire face, les considérant comme complices des ajustements.

Les privilèges des bureaucraties syndicales, matériellement liées à l'Etat bourgeois et aux grandes entreprises (via la participation dans les fonds de pension ou dans les conseils d'administration), ne résident plus essentiellement dans

la gestion des conquêtes du prolétariat. Comme partie intégrante des régimes bourgeois, et de plus en plus en proie aux contradictions, elles s'appuient sur la division des travailleurs entre ceux qui conservent le standard antérieur, et les précarisés, abandonnés aux mains des patrons. Leur nouveau rôle, en tant que vrais gourous du patronat, est d'impulser l'ajustement et de gérer les nouvelles relations de travail. Leur complicité avec les attaques contre le prolétariat – particulièrement dans la périphérie et parmi les jeunes travailleurs – combinée aux luttes de résistance, donne lieu à des désaffiliations et à des ruptures. La jeunesse précarisée ne connaît que la face de complicité avec les patrons de cette bureaucratie privilégiée et corrompue.

Des secteurs de plus en plus larges des masses s'incorporent à la lutte, se politisent et se radicalisent à la chaleur de la bataille. Mais c'est un processus très inégalitaire, qui se réalise à des moments distincts et est marqué par la division imposée aux travailleurs par les appareils bureaucratiques. Les secteurs récemment incorporés à la lutte sont plus arriérés dans leur conscience. Les secteurs qui rompent par la gauche avec leurs directions traditionnelles ont tendance à passer par une phase de radicalisation à travers les appareils réformistes ou néo-réformistes qui apparaissent à gauche de ceux-ci : c'est le cas de Syriza, de IU en Espagne, du PTB en Belgique ou du *Bloco de Esquerda* et du PCP au Portugal. C'est là que nous nous rencontrons de nouveau avec certains partis staliniens convertis en appareils réformistes nationaux. Tous se

partagent les tâches avec les appareils syndicaux et dévient la résistance vers la voie électorale.

Les partis du Comité International (CI-IV, l'ancien SU), qui par leur implantation en Europe réunissent les conditions pour commencer une dispute avec le réformisme, se sont pleinement adaptés au régime de la démocratie bourgeoise avec leur stratégie de la construction de « partis anticapitalistes larges », autour d'un programme néo-réformiste « euro-péiste » dont l'axe est la « réforme démocratique » de l'UE. Après l'abdication du programme, la conséquence inexorable de leur politique les a conduits à la dissolution de leur section portugaise dans le Bloco de Esquerda et à l'extinction officielle de leur section historique italienne.

Mais d'autres secteurs de classe sortent également sur le devant de la scène comme protagonistes : la petite bourgeoisie et les classes moyennes ruinées par la crise. La mobilisation des *Forconi* en Italie et la lutte dans le Nord de la France contre l'écotaxe en sont des exemples significatifs. Dans tout processus révolutionnaire, la tendance de ces couches sociales est à leur division, car leur caractère hétérogène les empêche de formuler un programme qui leur est propre. Si le prolétariat se met à la tête du processus de luttes, il parviendra à attirer leurs secteurs les plus opprimés pour le programme de la révolution. Mais plus le facteur subjectif de classe est révolutionnaire et faible, plus les idéologies racistes, xénophobes et populistes gagnent de l'espace. Cela explique le poids qu'ont acquis l'extrême

droite, et les phénomènes populistes comme le grillisme en Italie, qui trouvent un écho électoral également parmi des secteurs de la classe ouvrière, et qui rapidement tombent dans les bras de la grande bourgeoisie.

En dépit de l'usure de la démocratie bourgeoise et les crises des régimes, la tendance la plus probable en cette période est la déviation de la résistance sociale vers les processus électoraux. C'est particulièrement le cas au Portugal, en Grèce et en Espagne, où le néo-réformisme (et le stalinisme recyclé) tend à se fortifier électoralement et arrive même, dans certains cas, à former un gouvernement (Syriza en Grèce) ou à participer dans une coalition (IU forme déjà un gouvernement avec le PSOE en Andalousie et le PCF forme une coalition avec le PS pour les élections municipales à Paris). Mais quel que soit le gouvernement en fonction, il n'y a pas d'autre manière de rompre avec l'ajustement que la voie révolutionnaire. Cette contradiction dans laquelle est plongée le néo-réformisme (et le stalinisme) tend à approfondir le processus de réorganisation dans la prochaine période.

Une politique révolutionnaire face à l'UE

Pour avancer dans la double stratégie de la construction d'un parti révolutionnaire et de la mobilisation des masses, il faut définir dans quel moment nous nous trouvons. L'analyse doit souligner les contradictions, auxquelles le mouvement de masses doit faire face, ses points faibles et ses forces ; et elle doit chercher la façon d'articuler – en tant que révolutionnaires, et dans la mesure

de nos forces – une politique qui serve pour aider le mouvement à dépasser la crise de direction. En ce sens, il est tout à fait intéressant d'analyser comment s'exprime ce processus dans la grève et la « Marche noire » des mineurs espagnols en 2012, un conflit qui, par sa combativité et son potentiel, polarise la société espagnole et éveille la sympathie et la solidarité ouvrière internationales.

Dans cette lutte, l'avant-garde était constituée par les secteurs précarisés de la mine privée, qui se sont organisés dans les villages miniers de manière indépendante de la bureaucratie et ont combattu de manière exemplaire. La bureaucratie syndicale a pris soin d'éviter le heurt avec le gouvernement (et avec l'UE) et a mené la grève à une impasse en ne proposant aucune réponse générale unifiée, ni la nationalisation des mines. IU, répartissant les tâches avec la bureaucratie syndicale de CC.OO., ne fut pas à la tête de la lutte et n'avança aucune proposition de nationalisation au parlement. Les camarades de *Corriente Roja*, notre section en Espagne, qui n'avaient aucune intervention directe dans le secteur, avancèrent la nationalisation des mines et jouèrent un rôle essentiel dans l'extension de la solidarité. Leur politique fut reprise par un secteur des activistes mineurs et atteignit son point culminant dans un rassemblement de masse à Madrid. Toutefois, l'essentiel du bilan de la grève ne fut pas que les revendications ne furent pas atteintes, ce qui était certain, mais que le secteur des militants parmi les mineurs, alternatif à la bureaucratie syndicale, ne fut pas capable de faire face à la bureaucratie et

de lui disputer la direction de la grève. La dispersion a prévalu et la bureaucratie a pu imposer la démobilitation.

Un second fait de grande importance fut l'irruption de la jeunesse précarisée, à laquelle s'ajoutèrent des secteurs des classes moyennes touchées par la crise, dans le mouvement de masses du 15-M² et celui de la « Geração a rasca » (génération précarisée), contre les gouvernements espagnol et portugais respectivement. La force et le caractère de masse du mouvement, ainsi que son action spontanée en dehors des appareils traditionnels, ne sont pas parvenus à compenser sa faiblesse. L'étape suivante exigeait d'unifier le mouvement en un organisme capable d'élever la lutte à un niveau supérieur d'affrontement, et à ouvrir la voie à l'alliance avec la classe ouvrière. Mais son avant-garde, sans programme, fut incapable de le faire. Le mouvement mis en route exprimait la contradiction la plus aiguë de la réorganisation : l'élément le plus progressiste de sa conscience, le rejet des appareils bureaucratiques politiques et sociaux, ne fut pas suffisant, et en l'absence d'un programme et d'une direction révolutionnaire pour les influencer, la majeure partie de ses militants sont restés prisonniers de l'anarcholibéralisme.

La continuité de la bataille exigeait de nouvelles consignes et de nouvelles méthodes de lutte pour l'affrontement au régime, allant au-delà du rejet des partis institutionnels. L'absence de programme empêcha la centralisation et évita l'affrontement avec le régime. Sans

2 Le Mouvement des Indignés, formé à partir de la mobilisation du 15 mai 2011.

4. La réorganisation politique et syndicale en Europe

programme et sans organisation supérieure, la continuité de la bataille était impossible et la tendance inéluctable fut la dispersion. Dans le cas du Portugal, le mouvement *Que se lixe a Troika* (composée par les appareils bureaucratiques) assumait le pouvoir de convocation, et en Espagne, le mouvement se dispersa dans des luttes sectorielles (éducation et santé) dirigées par les « mareas », tandis qu'un autre secteur était politiquement polarisé par l'indépendantisme des gauches en Catalogne. Les deux procès furent marqués par la fragmentation des secteurs qui se radicalisaient par la gauche en rupture avec les appareils.

Il est possible d'identifier le même processus de dispersion mentionné ci-dessus en Italie, où une pléthore de « syndicats alternatifs » rend difficile la construction d'une alternative ayant un pouvoir de mobilisation indépendant de la CGIL. La tâche décisive du moment est donc celle de travailler pour la constitution d'un pôle alternatif qui combat la fragmentation de l'avant-garde et la division du prolétariat encouragées par la bureaucratie. La construction de ce pôle de classe exige une bataille contre les fausses illusions et le centrisme, en utilisant tout notre bagage, notre programme et notre conception organisationnelle. Cette lutte est nécessaire pour agglutiner les secteurs les plus décidés dans la lutte. En même temps, sans un renforcement du parti et l'incorporation du meilleur de l'avant-garde en lutte, il sera impossible d'articuler un pôle conscient et un programme qui réponde au potentiel qu'offre la lutte de classes et le processus actuel de réorganisation.

Notre politique doit avoir comme orientation la nécessité de l'unité de classe pour lutter, ce qui signifie la promotion du lien avec les secteurs en lutte, indépendamment de la direction qu'ils ont. La dénonciation intransigeante de la bureaucratie ne remplace pas la bataille pour l'unité dans la lutte, ni le combat pour un programme d'indépendance de classe.

En rejetant tout soupçon de sectarisme, d'ultimatums ou d'actions « exemplaires » typiques des sectes ultragauchistes, notre politique révolutionnaire doit se baser sur les nécessités de l'ensemble des travailleurs et être orientée vers l'action des masses.

L'agitation et la propagande sont accompagnées d'une politique pour construire l'organisation révolutionnaire, définie par Lénine comme « *le principal instrument de la classe ouvrière dans la longue histoire de ses préparatifs pour la révolution* ». ³ Il n'y a pas de formule préconçue. Il faut ouvrir la voie à des secteurs qui se radicalisent dans la lutte et affrontent la bureaucratie. Plus grand est le pôle qui regroupe les militants, plus nous éviterons la tendance à la dispersion. Que ce soit en groupant des activistes qui se radicalisent à l'intérieur même des appareils, en constituant de nouvelles organisations ou en groupant celles qui existent, etc. La tactique dépend du rapport de forces et des traditions organisationnelles dans chaque pays.

A partir de différentes tactiques, notre marque distinctive est la défense

³ V. I. Lénine, Discours dans l'acte de commémoration de Sverdlov, mars 1920.

L'Union européenne, une machine de guerre contre les travailleurs et les peuples

intransigeante de la mobilisation pour mettre à bas les plans d'ajustement, renverser les gouvernements et lutter contre le paiement de la dette. C'est la lutte infatigable pour la démocratie ouvrière et contre la bureaucratie : Que

les bases décident ! Non aux privilèges matériels des dirigeants ! C'est l'internationalisme ouvrier ! Rupture avec l'UE et l'euro, pour l'unité de la lutte des travailleurs en Europe !

5. Axes pour un programme révolutionnaire

La stratégie à l'égard de l'UE est le point de départ pour définir les tâches dans les pays. Les frictions et les conflits entre les différents secteurs de la bourgeoisie impérialiste n'ont pas remis en question leur accord fondamental pour écraser ensemble les travailleurs, ce qui est l'essence de l'UE. Les impérialismes subalternes, et plus encore les bourgeoisies semi-coloniales, incapables de jouer un rôle indépendant sur le marché mondial, n'ont pas non plus hésité à appliquer dans leurs pays les plans d'ajustement, en fonction des exigences du capital financier impérialiste. C'est pourquoi la lutte contre l'impérialisme est inséparable de la lutte contre chacune des bourgeoisies et contre les gouvernements de ceux-ci.

Il n'y a pas moyen de briser la spirale de coupes, de baisse de salaires et de réformes du travail et des pensions, de mettre fin au chômage, sans remettre en question les besoins les plus profonds du capital impérialiste et la division du travail sur le continent, bref, sans détruire l'UE. C'est-à-dire qu'il faut faire face à son propre impérialisme ou lutter contre lui dans les pays dominés.

Les travailleurs sont la classe internationale dont les intérêts sont irrémédiablement incompatibles avec

la domination impérialiste de l'UE. La classe ouvrière des pays impérialistes centraux, soumise au chantage des délocalisations, est confrontée au faux dilemme de baisser ses salaires et ses conditions de vie ou de subir le chômage. Pendant ce temps, les gouvernements de la périphérie soumettent les travailleurs à une course vers l'abîme : plus profonde est la baisse des salaires et le déclin social, plus « compétitif » est le pays pour attirer les entreprises qui délocalisent d'ailleurs. Dans ce jeu, il n'y a que la bourgeoisie impérialiste qui gagne. Les intérêts des travailleurs en tant que classe ne peuvent être exercés que dans son unité et dans une lutte internationale. L'essai de Grève générale européenne du 14 novembre 2012 a démontré que l'unité internationale est possible et nécessaire pour lutter contre l'ajustement, contre les gouvernements qui l'appliquent et contre l'UE qui le dirige. Il a démontré aussi le besoin de répondre par la grève générale européenne.

La bureaucratie syndicale a la nostalgie du bon vieux temps de la « paix sociale » où les miettes tombées du banquet impérialiste lui permettaient de jouer le rôle de « co-gestionnaire efficace » de *l'Etat providence*. Mais

actuellement il n'y a déjà plus de miettes à repartir, mais bien un ajustement brutal à imposer. La bureaucratie, occupée entièrement à défendre les intérêts de l'impérialisme et de ses bourgeoisies respectives, est devenue un instrument décisif pour l'application des plans d'ajustement et une pièce maîtresse pour la gestion des nouvelles conditions d'exploitation de la classe ouvrière, moyennant sa complicité active et passive. La lutte contre la bureaucratie est devenue l'une des principales tâches du mouvement ouvrier et une partie fondamentale du programme révolutionnaire. Pour la démocratie ouvrière dans tous les organismes des travailleurs ! A bas la bureaucratie !

NON aux coupes dans la santé, l'éducation et les services sociaux ! NON aux privatisations ! Logement social garanti. Abrogation des contre-réformes de la pension. Restitution des droits retirés et des services publics privatisés.

Contre le paiement de la dette publique, le principal instrument de soumission des pays ! Les déficits avec laquelle les gouvernements justifient les coupes ne sont que l'outil pour l'expropriation du budget public afin d'assurer les bénéfices des banques créancières, qui tirent profit du parasitisme et de la spéculation. Prison et expropriation des biens pour les coupables de corruption.

Expropriation des banques et leur unification pour centraliser le crédit en faveur de la réorganisation de l'économie, en garantissant les dépôts des petits épargnants. Contrôle du mouvement de capitaux et monopole du commerce extérieur. Moratoire de la dette

des travailleurs, des paysans et des petits entrepreneurs menacés par le chômage ou la ruine.

Abrogation des contre-réformes du travail adoptées pour faciliter les licenciements et les réductions de salaire et pour briser la négociation collective. Il est possible de mettre fin au chômage en répartissant le travail entre tous, sans réduction des salaires ! Il faut un plan global de travaux publics, sociaux et écologiques pour créer de l'emploi. Il faut étatiser les branches et entreprises stratégiques, sous le contrôle des travailleurs, en rouvrant les entreprises fermées et en réorganisant l'économie.

A bas les contrats ordure ! Pour le droit au travail des jeunes : A bas la « double échelle » des salaires ! Non à la précarité des contrats et la réduction des salaires ! Pour la journée de six heures pour les étudiants qui travaillent.

Luttons contre la violence machiste ! Pour le droit des femmes à disposer de leur propre corps. Non à l'inégalité des salaires : à travail égal, salaire égal. Pas de coupes, mais davantage de places dans les crèches. Contre toute oppression envers la communauté LGBT !

Contre la xénophobie et le racisme ! Abolition de *la directive de la honte* et des lois de l'immigration. Démantèlement des centres de « détention » d'immigrants. Egalité de droits salariaux, syndicaux et politiques. Défense des travailleurs immigrés face à l'extrême droite et les fascistes.

L'émergence de gouvernements *techniques*, l'autonomie progressive des gouvernements par rapport aux majorités parlementaires ou leur mépris pour

les normes parlementaires sont des symptômes d'une dérive autoritaire, qui est accompagnée par des interventions alarmantes telles que la militarisation de la grève des travailleurs du métro d'Athènes, les réductions du droit de représentation syndicale dans les entreprises italiennes ou encore le projet de loi espagnol de sécurité civile, qui visent à briser la résistance ouvrière et populaire à l'ajustement. La défense intransigeante des droits démocratiques est devenue une tâche essentielle. A bas toutes les mesures contre la liberté d'expression et le droit d'organisation et de protestation !

De la même façon, nous sommes pour le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées, une revendication démocratique particulièrement ressentie par les nationalités historiques de l'Etat espagnol et mis au premier plan par la revendication catalane.

La défense des libertés démocratiques ne doit toutefois pas être confondue avec la défense des régimes parlementaires tombés en ruine, marionnettes du capital financier, et incapables d'exprimer les besoins des travailleurs et la souveraineté des pays subjugués.

L'UE ne se limite pas à soumettre les pays périphériques de l'Est et du Sud, elle est aussi un instrument des grandes puissances impérialistes européennes pour défendre leurs intérêts économiques et géopolitiques dans le monde. Son intervention en Afghanistan, au Liban et en Palestine, sa complicité honteuse avec la dictature génocidaire d'Al

Assad en Syrie, sa politique d'annexion concernant l'Ukraine, les accords de libre-échange avec des pays africains ou latino-américains, ainsi que les interventions coloniales françaises en Afrique, définissent une politique impérialiste de pillage, toujours dans l'ombre des Etats-Unis. Nous exigeons le retrait de toutes les troupes d'occupation européennes de l'Afghanistan, de l'Afrique ou du Liban. Solidarité avec les peuples et les pays agressés ! Dissolution de l'OTAN et démantèlement des bases américaines en Europe !

Contre le pillage impérialiste européen en Asie, en Afrique et en Amérique latine ! Nous soutenons la lutte des travailleurs contre la domination de leur pays. Nous exigeons l'annulation de la dette extérieure contractée par ces pays et l'abrogation des traités de soumission qui remettent en cause leur souveraineté. Que l'impérialisme dégage !

Ceux qui gouvernent pour les banquiers et les capitalistes ne vont jamais toucher aux intérêts fondamentaux de ceux-ci, et encore moins les exproprier, alors qu'ils n'hésitent pas à attaquer les travailleurs. La lutte pour les revendications, pour la rupture avec l'Union européenne, exige l'ouverture de la perspective de gouvernements des travailleurs et du peuple, soutenus par la mobilisation et les organisations de base, démocratiques et de lutte. Ces gouvernements sont le premier acte dans la lutte pour une Europe des travailleurs et des peuples, pour l'union libre et volontaire des Etats socialistes d'Europe.

Annexe 1

En réponse au Manifeste :
Que faire de la dette et de l'euro ?

**Arrêter la catastrophe
sociale :**
**Lutter pour une Europe
des travailleurs et des
peuples.**

MAS (Movimento Alternativa Socialista – Portugal)

Corriente Roja (Etat espagnol)

PdAC (Partito di Alternativa Comunista – Italie)

Coordination européenne de la LIT-QI

Annexe 1 : Que faire de la dette et de l'euro ?

Un Manifeste « promu par un certain nombre d'économistes au sein de la gauche »¹ vient de paraître sous le titre : *Que faire de la dette et de l'euro ?* Parmi les signataires, il y a notamment Francisco Louça, ancien député du *Bloc de gauche* du Portugal et membre du Comité International de la IVe Internationale (l'ancien Secrétariat unifié), ainsi que Catherine Samary et Michel Husson, de la France, et Daniel Albarracin d'Espagne. Ils présentent le Manifeste comme une proposition alternative, à partir de la gauche, pour faire face à la crise de la dette – qui a condamné la périphérie de l'Europe à la catastrophe sociale et a terrassé la souveraineté de ces pays.

En réalité, le Manifeste n'est qu'une sorte de **dernier rempart de défense de l'UE et de l'euro**, à un moment où des secteurs de masses de plus en plus amples envisagent la rupture avec ces instruments de l'Europe du capital et où cette exigence fait son chemin au sein de la gauche.

Selon les signataires du Manifeste, « *les alternatives progressistes à cette crise passent par une profonde refondation de l'Europe* », nécessaire pour « *la restructuration de l'industrie, la soutenabilité écologique et le développement de l'emploi* ». Mais ils lamentent que, « *étant donné qu'une telle refondation globale semble hors de portée, compte*

tenu du rapport de forces actuel, la sortie de l'euro est présentée dans différents pays comme une solution immédiate. » Et ils insistent qu'il s'agit d'un « faux dilemme ». Pour eux, la permanence dans l'Union européenne (UE) et dans l'euro ne devrait d'aucune façon être remise en question. Il s'agit, au contraire, de former un « **gouvernement des gauches** » pour négocier avec l'UE la « **restructuration de la dette** » (ce qui veut dire, continuer à la payer). Pour les signataires du Manifeste, une « *stratégie politique viable* » n'est concevable qu'en se conformant à leur stratégie parlementaire dans le cadre de l'UE, en s'adaptant aux exigences des bourgeoisies périphériques.

Pour notre part, nous nous adressons aux organisations et aux militants syndicaux et aux plates-formes et aux mouvements de jeunes, qui se battent tous les jours, contre les coupes et pour une santé et une éducation publiques et de qualité, contre les réformes du travail et les coupes dans les salaires ; bref, nous nous adressons à ceux qui résistent à la catastrophe sociale.

Il n'y a pas d'autre solution que la **mobilisation de masses** de la classe travailleuse et de la jeunesse contre ceux qui nous plongent dans la catastrophe, et on ne peut pas arrêter celle-ci sans savoir contre qui nous nous battons : l'Europe du capital et la bourgeoisie de chacun de nos pays.

L'Europe du capital nous a menés à la catastrophe et nous y enfonce de plus en plus, et **une réforme de l'UE est impossible**. Il faut rompre avec elle, la classe travailleuse doit prendre son destin en ses mains et ouvrir la voie à une Europe

1 Le Manifeste est publié en français sur <<http://gesd.free.fr/euromanifr.pdf>> ainsi que sur le site du CADTM, <<http://cadtm.org/Que-faire-de-la-dette-et-de-l-euro>>. L'origine mentionnée ici est relatée dans une introduction à une édition du texte en espagnol, voir <http://danioloalba.blogspot.com.es/2013/05/que-hacer-con-la-deuda-y-el-euro-un.html>

unie des travailleurs et des peuples. C'est cela notre combat.

Un refus explicite de toute caractérisation de classe

Les signataires du Manifeste expliquent – comme le ferait n'importe quel économiste bourgeois – que la crise de l'UE est due au « manque de cohérence » entre les pays membres et à leurs différences « d'insertion dans le marché mondial ». Il ne leur est jamais venu à l'esprit de caractériser l'UE comme une machine de l'impérialisme contre la classe travailleuse du continent, pour lui imposer un recul historique, comme un instrument de pillage et d'asservissement de la périphérie au profit du capital financier des pays centraux européens et des Etats-Unis. Les signataires nous vendent **une conception bourgeoise de l'UE comme un appareil institutionnel « neutre »**. De même, l'euro serait un instrument monétaire « neutre » et non une arme au service des impérialismes centraux, en particulier de l'Allemagne.

Ce n'est qu'à partir de cette supposée « neutralité » de l'UE et de l'euro qu'ils peuvent justifier l'utopie réactionnaire de leur « refondation », cette manœuvre destinée à confondre les militants avec la perspective impossible de transformer cette arme terrible de guerre sociale et de pillage de la bourgeoisie impérialiste européenne en un instrument « progressiste » au service des peuples européens.

Un « gouvernement des gauches »... pour continuer à payer la dette

Le Manifeste définit correctement la politique des gouvernements de l'UE

de « nationaliser la dette privée par leur conversion en dette souveraine, en imposant l'austérité et les politiques de transfert pour la payer ». Nous sommes certainement confrontés à **une des plus grandes expropriations dans l'histoire du capitalisme**, qui combine le démantèlement des acquis historiques des travailleurs avec le pillage et la dévastation des pays de la périphérie, dont les gouvernements sont devenus des flicards de la Troïka.

Pour faire face à cette catastrophe, le Manifeste propose un « gouvernement des gauches » avec une « stratégie viable », qu'ils résument en « trois ruptures avec l'eurolibéralisme ». Voyons cela.

La « première rupture », proposée « à court terme, comme mesure immédiate », est celle de « trouver les moyens pour financer le déficit public en marge des marchés financiers ». Les signataires reconnaissent que cette première dénommée « rupture » ne représenterait aucun changement dans la dette et ses intérêts. Il n'y a que leur financement qui changerait, « hors du cadre des marchés financiers », par des voies dont certaines seraient « interdites » par les normes européennes. Toutes ces acrobaties peuvent se résumer en une phrase : maintenir le paiement de la dette.

La « deuxième rupture » ne serait déjà plus à court terme. « L'alternative à long terme est alors la suivante : soit une austérité éternelle, soit une politique d'annulation de la dette et un moratoire immédiat sur la dette publique ». Ce moratoire serait suivi par « un audit citoyen pour déterminer la dette légitime »,

qui, à son tour, ouvrirait la voie à « un échange de titres de dette annulant une grande partie de celle-ci selon les besoins. C'est la deuxième rupture. » Il y aurait finalement une « troisième rupture avec l'ordre néolibéral : le contrôle des mouvements internationaux de capitaux, le contrôle du crédit et la socialisation des banques ».

Mais il faut séparer le bon grain de l'ivraie, car il n'y a que la première de ces trois « ruptures » qui serait fonctionnelle, la seule proposée « à court terme et comme mesure immédiate ». Le reste, c'est déjà du « long terme ». Les signataires font une formulation délibérément confuse pour cacher que leur « gouvernement des gauches » ne comprend d'aucune façon la suspension des paiements de la dette comme « mesure immédiate », et encore moins « la socialisation des banques ». Ces mesures doivent être mises de côté parce qu'elles détourneraient le « gouvernement des gauches » de leur seul objectif : la renégociation de la dette.

Dans leur opération de camouflage, les signataires cachent l'énorme prix que la classe travailleuse et les peuples continuent à payer pour une politique de renégociation de la dette dans le cadre de l'UE. Au-delà de son faux réalisme, la « stratégie viable » n'est rien d'autre que la recherche du « moindre mal », une politique pour rendre les plans de pillage et de dévastation de la Troïka plus acceptables.

Un oubli important : l'exploitation de la classe ouvrière

Tout le monde sait que les dettes de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande et de

l'Espagne sont impayables. Il ne s'agit pas uniquement de la dette publique. Il s'agit aussi de la dette globale, dont le nœud essentiel se trouve dans les entreprises et les banques, et en particulier, dans la dette de celles-ci avec les banques allemandes, françaises et étasuniennes.

Le capital financier applique deux mesures combinées pour maîtriser la crise de la dette : l'expropriation directe du budget public – avec le démantèlement et la privatisation des services publics et des pensions de retraite – et l'augmentation brutale de l'exploitation des travailleurs – par le biais de la réduction des salaires, l'augmentation de la journée de travail, le licenciement facile, la suppression de la négociation collective, etc. Ce processus, brutalement en cours d'exécution, est le point d'ancrage fondamental des plans du capital financier visant à prolonger indéfiniment le pillage.

Rien ne sera plus comme avant dans l'UE. La dette est un outil pour atteindre ce changement structurel. Par conséquent, la lutte pour la suspension immédiate de la dette va de pair avec la lutte pour l'expropriation des banques, l'arrêt du démantèlement des services publics et le retour à leur valorisation, l'abrogation des réformes du travail et la répartition des heures de travail. C'est ce qu'attend la classe travailleuse d'un véritable « gouvernement des gauches », mais ces mesures impliqueraient la rupture avec l'UE.

La solution à la crise : rompre avec l'UE, appliquer un programme anti-capitaliste d'urgence, ouvrir la voie à l'Europe des travailleurs

Le grand objectif et la principale raison d'être du Manifeste est d'éviter que la rupture avec l'euro et l'UE soit mise à l'ordre du jour par la gauche. Les signataires justifient cela en disant que la sortie de l'euro nous conduirait à l'abîme : l'augmentation de la dette, la faillite du système bancaire et une forte inflation qui mangerait les salaires et les pensions de retraite, et tout cela, sans le moindre gain de souveraineté pour le pays. Louça se prononce, de façon encore plus explicite, si possible, dans *Le Monde Diplomatique*. Sous le titre « *Portugal : un gouvernement des gauches pour vaincre la dette* », il affirme que « la sortie de l'euro est la pire solution et ne peut être imposée que par la volonté du directoire de l'Europe. Et on ne peut accepter la pire des solutions qu'en absence de toute autre solution, lorsque toutes les alternatives sont épuisées, quand la survie l'exige. »

C'est un argument qui ne se distingue pas d'un iota de celui des gouvernements et des économistes bourgeois qui nous menacent de l'enfer si nous quittons l'euro. C'est aussi une reconnaissance du fait que, pour les signataires, il n'y a rien à faire sinon d'« adoucir » les horreurs de la Troïka.

Mais on ne peut argumenter de cette façon que si on accepte les règles de jeu du capitalisme et si on renonce explicitement à la lutte révolutionnaire pour y mettre fin. **Leur horizon ne s'étend pas au-delà de l'exigence d'une « nouvelle**

architecture de l'Europe : un budget européen plus large, financé par une taxe commune sur le capital, et qui promeut des fonds d'harmonisation et des investissements sociaux et écologiquement utiles ».

Bien sûr, la rupture avec l'euro et l'UE est absolument nécessaire. Sans elle, il n'y a pas de solution à la crise. Mais elle ne résoudra rien par elle-même si elle n'est pas accompagnée par des mesures anticapitalistes de base, nécessaires pour défendre le pays contre le boycott étranger : exproprier les banques ; étatiser les branches et les entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs ; établir le contrôle sur les mouvements de capitaux et le monopole du commerce extérieur ; réorganiser l'économie en restaurant les entreprises fermées et les terres agricoles abandonnées ; et répartir le travail entre les bras existants. Et le plus important, si on peut dire, c'est d'organiser **la solidarité et la lutte unie avec les travailleurs et les peuples du Sud et de toute l'Europe**. Car aucun pays ne se sauvera sans que nous détruisions ensemble l'UE et la remplacions par une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

Le vrai dilemme

L'UE est la plate-forme des impérialismes européens centraux, sous l'hégémonie du capitalisme allemand et associé à l'impérialisme américain, dans laquelle les capitalismes de la périphérie sont voués à un rôle misérable comme des partenaires subalternes de seconde classe. Les conditions de la concurrence internationale et la division sociale du travail dans l'UE signifient que la survie

Annexe 1 : Que faire de la dette et de l'euro ?

du capital financier décadent de la périphérie et sa situation sur le marché mondial dépendent de sa permanence dans l'UE et l'euro. Mais le prix de cette permanence est énorme : la soumission complète du pays aux ordres de la Troïka, le chômage de masse et l'imposition d'une nouvelle norme d'exploitation qui n'a rien à envier à un pays semi-colonial.

Le programme du Manifeste ne reconnaît pas cette réalité de l'UE, parce qu'il n'est pas prêt à faire face à la bourgeoisie des pays périphériques. Il n'est déjà plus défini par une option de classe, mais par des euphémismes tels que le programme « viable » et « progressiste ».

Ce n'est pas par hasard que sa grande référence soit SYRIZA qui, en son temps, a renoncé à utiliser l'immense soutien, dont il jouissait de la part des travailleurs grecs lors des élections, pour appeler à la mobilisation et au renversement du gouvernement fantoche. Il ne franchit pas d'un millimètre les frontières

institutionnelles du régime grec, devenu une parodie de démocratie et une courroie de transmission de la Troïka. En renonçant à la voie de la mobilisation pour arrêter la catastrophe sociale dans nos pays, le Manifeste limite notre objectif à la conquête de majorités parlementaires et propose donc un programme soi-disant « viable » qui trouve sa place au sein de l'actuel régime de domination.

Le « faux dilemme » avec lequel le Manifeste commence n'est qu'un écran de fumée pour cacher le véritable dilemme, celui qui oppose les défenseurs du maintien de l'Europe du capital à ceux qui préconisent la mobilisation de masses pour sa destruction et pour la construction, sur ses ruines, d'une Europe socialiste unie des travailleurs et des peuples. Eux, ils ont déjà fait leur choix : l'UE, à laquelle ils veulent appliquer la chirurgie esthétique de la « refondation ».

Annexe 2

L'Europe comme épicentre de la crise

**João Ricardo Soares et Felipe Alegria
2012**

Annexe 2 : L'Europe comme épiceutre de la crise

Au moment de terminer cet article¹ (le samedi 2 février), des centaines de milliers de travailleurs participaient à une manifestation, à Lisbonne, contre les réformes du gouvernement. La veille, le gouvernement de Mariano Rajoy en Espagne avait décrété sa Réforme du travail, considérée comme l'attaque la plus dure contre les droits des travailleurs depuis la Transition, permettant aux entreprises de réduire les salaires et d'abroger en toute impunité des droits acquis depuis des décennies, et donnant toutes les facilités pour un licenciement à peu de frais, alors que le chômage officiel atteint plus de 21 %.

Entre-temps, les travailleurs grecs menaient une grève générale de 48 heures et manifestaient face au parlement qui devait voter l'un des plans de pillage le plus brutal et honteux de l'histoire européenne : la diminution du salaire minimum de 25 %, et de 32 % pour les mineurs de 25 ans ; la fin du paiement du treizième mois ; le licenciement de 15 000 fonctionnaires dans un plan qui prévoit la mise à pied de 150 000 ; le gel des salaires jusqu'à ce que le chômage, désormais plus de 20 %, atteigne 10 % ; de nouvelles coupes dans les soins de santé, etc.

Mais ce n'est pas tout. Une autre condition essentielle est la vente immédiate des entreprises publiques au « prix du marché », c'est-à-dire complètement dévalué à cause de la crise, pour que les

entreprises et les banques allemandes et françaises achètent le pays au prix de soldes. En échange, le gouvernement grec devrait « recevoir » environ 145 milliards d'euros de l'UE, qui iraient directement aux banques allemandes et françaises, et pour cela, les banques « renoncent » à 50 % d'une dette qu'elles ne recouvreraient jamais, et elles échangent une partie du reste contre une nouvelle dette garantie par l'UE !

Tout cela pour réduire, dans le scénario le plus optimiste, la dette publique grecque de 160 % du PIB à 120 % !. Les exigences de l'impérialisme allemand ont augmenté tout au long de la semaine. L'Eurogroupe (qui réunit les ministres de l'économie de la zone euro) s'est mis à exiger des trois partis au gouvernement de s'engager par écrit de mettre en œuvre l'accord, quelle que soit le résultat des élections à venir, et d'augmenter les coupes de 325 millions.

Face à la grève générale et la démission de ministres, en pleine crise politique, l'actuel Premier ministre Papadimos (imposé par l'UE en marge des élections) a déclaré « *qu'une faillite incontrôlée plongerait le pays dans une aventure désastreuse* ». Mais cette intervention maladroite cache mal la vraie politique en cours : éviter une faillite incontrôlée. La politique des impérialismes européens n'est pas destinée à maintenir la Grèce dans l'euro, Le pays est en faillite et, tôt ou tard, sa sortie est inévitable.

Mais ils veulent faire ce mouvement d'une façon « contrôlée », avec priorité au pillage du pays, laissant des millions dans la pauvreté, afin d'éviter des pertes

1 L'article a été publié par *Corriente Roja*, la section espagnole de la LIT-QI. Voir www.corrienteroja.net/index.php?option=com_k2&view=item&id=286:europa-como-el-epicentro-de-la-crisis-mundial&Itemid=183

importantes à leurs banques. Et en passant, ils utilisent cela comme une arme qui menace non seulement le Portugal, mais aussi l'Italie et l'Espagne. Après cela, la Grèce pourrait « sortir » de l'euro.

Un protectorat économique

Lié à l'« objectif ultime » de « maintenir la Grèce dans la zone euro », un spectacle d'hypocrisie traverse les déclarations des gouvernements. Les négociations macabres sur le nouvel « accord » entre le gouvernement grec, la troïka (composée de la BCE, le FMI et la Commission européenne) et les banques privées sont l'expression du fait que la guerre sociale contre les travailleurs et les peuples de l'Europe vise également à transformer les pays de la périphérie de l'euro en un protectorat économique des centres impérialistes, en particulier l'Allemagne et la France.

Dans les semaines qui ont précédé les négociations, le gouvernement allemand a proposé la création d'un « commissaire du budget », en fait un délégué à lui qui aurait le droit de veto sur le budget grec. Ainsi, non seulement il dicterait le budget, mais que son exécution dépendrait un vice-roi allemand. Le gouvernement allemand a justifié sa proposition par « *le résultat décevant des réformes structurelles* » et le document ajoute : « *Le gouvernement grec devrait consacrer toutes ses recettes pour payer la dette, et ce n'est qu'une fois garantie le paiement qu'il pourrait donner suite à d'autres prévisions budgétaires.* »²

Ces mesures font partie de l'entente plus large d'« union fiscale » adoptée à l'initiative d'Angela Merkel, pour les

pays de l'euro. Un accord qui met fin à toute souveraineté des Etats de la périphérie de la zone euro pour la définition et la mise en œuvre du budget :

a) Il doit y avoir des sanctions automatiques pour tous les pays qui transgressaient les limites de déficit des administrations publiques ; b) la Cour européenne peut infliger des amendes aux Etats qui ne passent pas les lois nécessaires pour assurer le pacte budgétaire ; c) L'Eurogroupe (Conseil composé des ministres de l'économie) va avoir le dernier mot sur les budgets de l'Etat qui avant de passer au parlement, vont passer par le tamis Allemagne.

Le contrôle économique de la bourgeoisie allemande sur la zone euro nécessite un contrôle politique sur les Etats de la périphérie, et ce processus est renforcé par le développement de la crise. L'endettement profond de la périphérie est le résultat de la destruction de son économie depuis la création de l'euro en 2000 : la désindustrialisation et la spécialisation dans les secteurs des services, avec une augmentation substantielle des exportations, principalement allemandes.

Il s'agit maintenant de que tous ces pays soient directement soumis aux besoins de sauvetage du système financier défaillant, en particulier les banques allemandes et françaises, étroitement liées à ses grandes entreprises multinationales. Le projet de l'euro est actuellement examiné par les impérialismes centraux, même avec le départ de la Grèce et le Portugal lui-même. L'euro était une étape importante dans l'établissement de l'hégémonie allemande sur l'Europe

et reste une clé pour la verrouiller et obtenir la soumission politique et économique de pays comme l'Italie et l'Etat espagnol.

La politique de l'UE exprime la nécessité pour les impérialismes centraux d'approfondir la crise dans la périphérie pour éviter la même rigueur au centre. Et c'est, en même temps, la base à long terme pour consolider l'hégémonie de la principale bourgeoisie européenne.

Mais à la fois la grève générale belge, qui a reçu les chefs d'Etat lors de la réunion de la direction européenne avec la fermeture complète de l'aéroport du centre-ville, forçant les « dignitaires » à descendre dans un aéroport militaire à 30 km de Bruxelles, que le calendrier des réformes et des démonstrations, nous montrent que le dernier mot dans le développement de la crise n'est pas dit.

Cet article vise à préciser à quel moment de la crise européenne nous nous trouvons, et les hypothèses de son développement. En ce moment, l'Europe est le centre de la crise de l'économie mondiale capitaliste et la lutte entre les classes et la relation de la périphérie avec le centre impérialiste sont les facteurs déterminant de sa dynamique.

L'Europe comme épiceutre de la crise

L'actualisation des prévisions du FMI et de la Banque mondiale sur le développement de la crise capitaliste dans le monde, et particulièrement en Europe, indique son approfondissement. Le ballet des chiffres concernant les produits intérieurs bruts (PIB), la crise de la dette souveraine et les banques indique déjà que la récession s'est installée en Europe et il s'agit de savoir jusqu'où ira la crise.

Sans doute, l'épiceutre de la crise économique mondiale s'est installée en Europe. Le fait qui agite toutes les organisations internationales et conduit à la récession dans l'Union européenne est la lenteur de la dévaluation de la montagne de dettes qui a conduit la « croissance économique » dans sa périphérie depuis 2000, lorsque l'euro a été créé.

Dans le rapport cité sur l'état de la finance mondiale le FMI dit : Sur de nombreux marchés, le coût du financement est plus élevé aujourd'hui que durant la crise de Lehman Brothers. Les difficultés financières commencent à se faire sentir dans l'économie plus généralement : les conditions d'accès aux prêts bancaires deviennent plus difficiles pour les petites et moyennes entreprises et les ménages dans la mesure où diminue la capacité des banques à financer des actifs, ce qui aggrave le risque de crédit. (FMI, janvier 2012)

La crise s'approfondit en Europe et diminue la capacité d'investissement des entreprises, en particulier celles de la région périphérique, mais elle est encore très inégale par rapport aux économies centrales.

La crise de surproduction a commencé en 2008 aux Etats-Unis et a conduit à la paralysie du système de crédit, combinant la surproduction avec l'effondrement du système financier mondial. La crise qui s'approfondit en Europe s'inscrit dans le cadre du processus, dont le centre s'est déplacé des Etats-Unis, mais il maintient les mêmes modèles et bases, et se manifeste également dans l'endettement des Etats-Unis.

Toutefois, comme dit le rapport du FMI, à ce stade, aucun pays ni aucune région ne peut échapper aux conséquences de l'approfondissement de la récession européenne. Le rapport des banques américaines avec la spéculation sur la dette européenne fait la chaîne entre la crise bancaire européenne et son impact sur le système financier américain : la plupart des assurances non-paiement des titres de créance en Europe (CDS) sont à Wall Street.

Le financement du commerce international met également en risque la crise dans le système financier, à la fois en Europe et dans le monde. Les effets de la baisse des crédits commerciaux se reflètent dans les prix des matières premières et des exportations de l'Asie orientale, en particulier la Chine, où les produits fabriqués en Europe ont désormais leur destination.

Ainsi, l'approfondissement de la crise européenne pourrait obliger les banques américaines à accuser d'autres pertes et affecteraient les entreprises américaines et européennes mises en place en Asie orientale. Au caractère même « catastrophique » pour les interventions impérialistes s'ajoute le fait que l'approfondissement de la crise européenne est localisée dans le même espace de temps où en Chine a commencé le ralentissement de son économie. La chute des exportations chinoises depuis le 11 % du PIB en 2008 à environ 5 % en 2009 a été compensée par l'augmentation des investissements fixes dans le pays, qui est arrivé à la marque incroyable de 50 % du PIB (2010-2011). Ce phénomène

politico-économique ne peut guère être maintenu dans un avenir proche.

Ainsi, la chute progressive des prix des matières premières, dans un développement d'une façon lente, pourrait devenir plus abrupte, touchant l'effondrement des économies latino-américaines, qui ont également atteint leur limite d'intervention de l'Etat pour remplacer les pertes de la grande entreprise. La capacité d'emprunt de l'Etat et pourrait ne pas avoir la même force qu'en 2008.

Au milieu de la tourmente européenne, les apologistes du capital dans la version keynésienne³ vantent la « reprise » de l'économie américaine, la baisse de la dette privée (banques, entreprises et ménages). Ils continuent à voir la crise comme une crise financière, et au-delà, comme des crises séparées entre les pays et non pas une crise mondiale. A part la controverse sur le degré de récupération de la crise dans les Etats, c'est un fait que le niveau d'endettement par rapport à la production a diminué.

Mais le problème sous-jacent qui est soulevée aujourd'hui est de savoir si les Etats-Unis peuvent continuer leur marche vers un nouveau cycle de croissance de l'investissement, en gardant le même modèle d'accumulation, sur la base de la montagne de la dette et l'approfondissement de l'internationalisation du capital, et faire tout cela en

3 *¿Está reanimándose la economía?* Paul Krugman, *El País*, 29/01/2012. « Le résultat final est que, malgré toute la prédication sur les maux de la dette, les Européens ne font aucun progrès sur l'excès de dette alors que nous, nous le faisons »

marge de la crise mondiale qui tend à approfondir.

Sur la nature de la crise

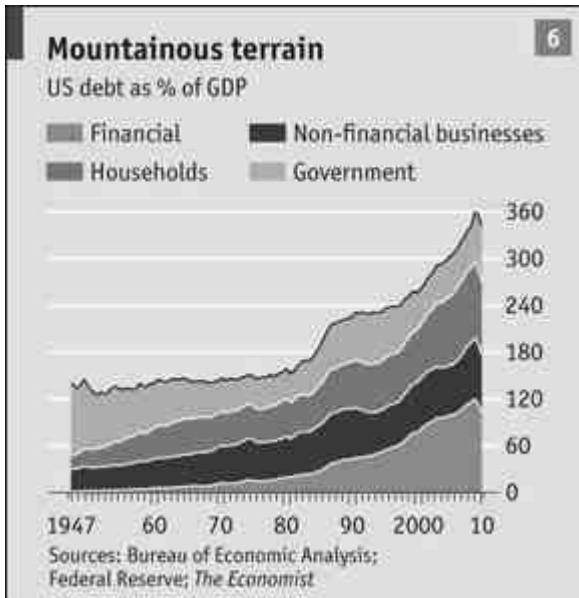
A ce stade, la crise capitaliste en Europe apparaît comme une crise de la dette de l'Etat. Mais ce fait n'est que l'expression du contrôle du capital financier sur les gouvernements, dans la mesure où ceux-ci ont transformé les dettes des banques en une dette de l'ensemble de « la société ». Cette mesure, politique, exprime la faillite du capitalisme comme système et indique clairement que la mission historique de l'Etat bourgeois est de « socialiser » les pertes des banquiers. Mais quelles sont les raisons sous-jacentes de cette croissance de la dette privée que les Etats assument ensuite pour sauver les banques ?

Il existe une relation étroite entre l'internationalisation du capital (dont l'axe est un surinvestissement en Asie de

l'Est) et la montagne de la dette, en particulier dans les 10 premières économies mondiales. Lorsque la crise a éclaté en 2008, la dette globale de ces pays s'élevait à 300 % de leur PIB, tandis que la majeure partie de cette montagne de dettes était concentrée dans les entreprises, les banques et les familles.

La figure montre comment, à partir de la fin des années 80 comme et depuis 2000, il y a un saut dans l'endettement global des sociétés américaines, les ménages et les banques, liées à la politique pour résoudre la crise économique des années 80 et en 2000.

La politique de faibles taux d'intérêt de la Réserve fédérale et la BCE encourage la spéculation dans le marché boursier et la création de « nouveaux produits » bancaires, tout en permettant largement l'extension du crédit, le maintien d'un haut niveau



La dette des ménages américaines était presque de 100 % du PIB en 2007. En Grande-Bretagne cette dette a augmenté de 105 % du revenu disponible en 2000 à 160 % en 2008, et en Espagne, la part est passée de 69 % à 130 % par rapport à la même période. Les sociétés non financières aux Etats-Unis ont augmenté leur dette par rapport au PIB de 58 % en 1985 à 76 % en 2009, tandis que le secteur financier est passé de 26 % à 108 %.

de la consommation, en dépit des bas salaires.

Mais la croissance de la dette intérieure a été accompagnée par un intense processus de l'internationalisation du capital, y compris le transfert de fabrication en Chine qui, à son tour, investit beaucoup de son excédent commercial en titres du Trésor américain, ce qui permet à la Réserve fédérale de maintenir sa politique de taux d'intérêt bas.

Ainsi, lorsque la célèbre bulle immobilière a éclaté en 2007, la société américaine a été immergée dans une mer de dettes. La crise de surproduction, accompagnée de son taux de chômage, a causé un énorme non-paiement des prêts hypothécaires. Etant donné la portée considérable que la spéculation avait atteint de telles hypothèques (la crise célèbre des subprimes et dérivés), cela a causé à son tour une crise majeure dans le système financier, affectant tout le crédit aux Etats-Unis et au-delà, dans l'Europe et ailleurs.

Devises et valeur dans l'économie politique

L'impérialisme est l'expression de la domination du capital financier dans le monde entier. Cette domination s'est développée à une échelle sans précédent dans le cadre de la centralisation du capital et le rôle du capital financier en tant que propriétaire de la production et le commerce mondial de premier plan.

L'importance croissante du capital financier à l'époque impérialiste augmente considérablement le rôle de la montagne de la dette et la spéculation sur le développement de la crise. Mais

il ne faut pas oublier que le facteur important de ce processus est l'utilisation de la dette comme un outil pour étendre la production au-delà de ses limites et de retarder l'apparition de la crise de surproduction capitaliste. C'est un processus, par ailleurs, directement liée à l'internationalisation du capital des grandes puissances impérialistes.

Mais ces deux éléments sont toujours inextricablement liée à la production de plus-value. Par conséquent, ce qui a précipité la crise dans le système financier n'est pas simplement la crise de surproduction, causée par la baisse du taux des bénéfiques des sociétés.

La réalisation de survaleur est, à son tour, inextricablement liée à l'existence de l'argent en circulation, de sorte que plus productif est un capital par rapport à son concurrent, plus grande est de sa part dans la masse d'argent en circulation.

En plus d'être l'expression de la valeur des biens et des moyens d'échange, l'argent existe aussi en tant que réserve de valeur, ce qui permet au capitaliste de garder ses profits accumulés sous la forme de profits et de les rendre de la valeur dans sur le terrain de la production, avec la réinitialisation du circuit de l'accumulation du capital, toujours à un niveau supérieur dans les plus brefs délais possibles.

Mais l'argent, comme l'expliquait Marx, n'a jamais été limitée au papiermonnaie en circulation sous la responsabilité de l'Etat. Les achats de titres privés, les factures et titres de créance publics font partie de la masse monétaire. Les banques vont toujours « créer

Annexe 2 : L'Europe comme épice centre de la crise

de la monnaie » lors d'une transaction de prêt ou lors de l'achat ou la vente d'une dette qui sera facturée à l'avenir. Dans ce cas, elles réalisent dans le présent une valeur ajoutée qui doit être produite plus tard.

Plus élevée est la production de marchandises, plus grande est la circulation et, par conséquent, la capacité de mener des opérations de « création de monnaie » par les banques, en donnant du crédit aux entrepreneurs, ou en octroyant des prêts aux consommateurs ou en menant des opérations spéculative sur les dettes. Mais ce processus dépend en définitive de que la production de biens, les valeurs réelles, continue de croître, en fonction de l'investissement des entreprises et, finalement, la production de plus-value.

Lorsque les banques créent de l'argent grâce à des prêts ou des titres de créance spéculatifs, elles se basent sur l'hypothèse selon laquelle une certaine quantité de survalue sera produite dans l'avenir. Il se crée ensuite un certain rapport, où le gain de réalisation

présente dépend d'une valeur qui est générée dans le futur.

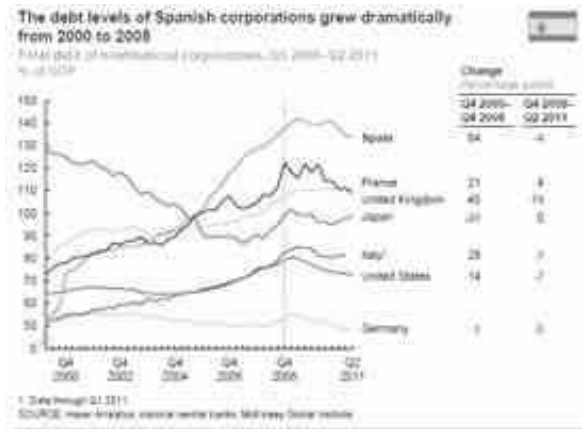
Aucune spéculation ne dépasse cette frontière. La croissance attendue est alors toujours la clé pour que le capital fictif soit rempli par une réelle valeur ajoutée à un certain point. Dans la mesure où explose la crise de surproduction et de chute des prix, et il n'y a aucune garantie que cet excédent sera produit, et tous les papiers représentant une valeur future deviennent ce qu'ils sont vraiment : des papiers.

Le caractère explosif de la crise actuelle est donnée par une crise de surproduction, aggravée par la montagne de la dette des entreprises et des familles. Dans la mesure où ces dettes sont irrécouvrables, le système bancaire est en faillite. La relation entre les banques entre eux et les banques avec le système de production, du commerce dans le monde, crée une crise du système financier mondial. Ainsi, le processus de la dévaluation des capitaux doit intégrer la dette, sans quoi l'investissement entrera en effondrement.

Lors des crises passées, la dette a été un levier essentiel pour sortir de la crise. Actuellement, les dettes sont le principal obstacle.

Le problème

Prenons le cas de l'Etat espagnol. La dette des entreprises est q'un 1,4 milliard d'euros, stupéfiant. En comparant la dette par rapport au PIB, qui est un peu plus d'un milliard, la dette



représente plus d'une année complète de production, et ne parlons pas de la comparaison avec la survaleur produite, ce qui rend impossible à payer.⁴

En proportion au PIB, les entreprises espagnoles sont deux fois plus endettées que les étasuniennes et six de plus que les allemandes. Prenez en considération le fait que la production industrielle est qualitativement inférieure, à la fois en productivité et en capacité de générer des devises provenant des exportations.

Ce même niveau de dette est présent dans des entreprises italiennes (82 %). Au Portugal, il atteint 128 % du PIB en Irlande 194 %. Tout le monde sait que cette montagne de dette est irrécouvrable.

L'espoir serait alors dans le système bancaire. Si les banques pouvaient continuer à fournir des prêts pour que les entreprises puissent continuer à investir et s'endetter, la valse pourrait continuer. Mais la situation des banques n'est pas très brillante.

En fait, le système financier est cassé. Le récent rapport du FMI explique comment les transactions inter-bancaires (prêts de banque à banque) sont complètement paralysés, tout comme les lignes de crédit aux entreprises et les prêts aux consommateurs.

Ce besoin de capital de la banque, selon l'argot à la mode, est exprimé en disant qu'elles sont « à effet de levier », un bel euphémisme pour dire que la plupart de leur capital répond à des documents qui ne représentent pas la valeur :

des créances douteuses sous la forme de dettes d'entreprises, de dettes de prêts hypothécaires, des obligations gouvernementales, etc.

Le FMI affirme qu'il est alors nécessaire de renforcer les banques avec de nouveaux capitaux et de financements. De même, il reconnaît la nécessité d'un processus de « deleveraging », c'est à dire, la dévaluation du capital, ce qui signifie des fermetures et des fusions bancaires. Il ajoute qu'il faut faire cette démarche sans un effet dévastateur sur le financement de la production de survaleur et le taux de récupération du profit. Le problème est toutefois : Comment faire ?

Le « deleveraging » des Etats-Unis

Les Etats-Unis ont marqué un tournant pour arrêter l'approfondissement de la crise en initiant le processus de « deleveraging » des banques, brûlant une partie importante de la dette privée : la dette du secteur financier a diminué de 8 000 milliards de dollars à 6 000, ou, 40 % du PIB, le niveau d'endettement de 2000. Les entreprises ont également réduit leur dette et celle des familles a été réduit de 584 milliards de dollars, 15 points de pourcentage.

C'était une combinaison de facteurs qui ont permis la réduction de la dette privée aux Etats-Unis, avec le facteur politique essentiel. Ainsi, nous avons d'abord l'augmentation de la dette fédérale, en transférant des ressources aux grandes entreprises comme GM et l'achat de créances douteuses des banques (avec des chiffres variables, mais jamais inférieur à 13 milliards de dollars). Ce à quoi il faut ajouter le non-paiement pur

4 *Debt and deleveraging: Uneven progress on the path to growth.* McKinsey Global Institute, janvier 2012.

et simple de la dette hypothécaire et des cartes de crédit (environ deux tiers de la baisse). Nous avons aussi la faillite de plus d'une centaine de banques régionales, qui ont augmenté, en passant, la centralisation du capital.

Et l'autre clé de cet engrenage se perd dans les chiffres, mais peut être observé dans un article sur le « miracle américain » :

Après trois années de stagnation du crédit, la Banque populaire à Coldwater, en Ohio, a remarqué un changement. Les clients qui, il y a deux ans, n'étaient pas été qualifiés pour un prêt, peuvent maintenant l'être. Un client qui a travaillé seulement 35 heures par semaine, il y a deux ans, travaille maintenant 45 à 50 heures.⁵

L'exploitation croissante de la classe ouvrière américaine et intervention de l'Etat restent les deux facteurs combinés dans ce mécanisme. Le taux de chômage, la réduction des salaires et l'augmentation de la journée de travail permettent aux entreprises de réduire une partie de leurs dettes et faire un profit, même si cela reste souvent une opération comptable et le prix des maisons sont encore loin de chuter. Mais c'est un fait important que la bourgeoisie américaine a empêché le pire scénario.

Un autre élément à ajouter aux éléments ci-dessus a été la dévaluation du dollar et, par conséquent, la réduction de la dette des Etats-Unis, tout en permettant une augmentation des exportations.

Mais si la combinaison de ces facteurs a empêché le pire scénario, cela

ne signifie pas que le système bancaire américain est sain. Jusqu'à présent, l'effondrement a été évité par le transfert de milliards de dollars de fonds publics et la capacité, unique, de l'impérialisme le plus fort, d'avoir la clé de la machine à fabriquer des dollars pour augmenter sa dette publique.

Mais ce n'est qu'avec la reprise des investissements des entreprises que les banques peuvent reconstituer leurs bilans. Il s'agit tout simplement de la survaleur produite par l'exploitation de la classe ouvrière, à être répartie entre les bénéfices des sociétés, des banques et des taxes. Mais les Etats-Unis sont loin d'avoir un nouveau cycle d'investissement.

Les limites de l'Union européenne

Tout comme la crise de surproduction aux Etats-Unis a d'abord pris la forme de la crise des prêts hypothécaires, l'expression la plus spectaculaire de la spéculation, la crise en Europe s'est manifestée sous la forme de la dette publique. Une dette qui est le résultat de la conversion de la dette privée en dette publique et exprime l'échec du projet de l'Union européenne réactionnaire dirigé par l'impérialisme allemand et en français.

Le dernier sommet de l'Union européenne a approuvé la création d'un fonds de sauvetage proposé par le FMI ; il aura une capacité de 500 milliards de dollars, bien en dessous des mille milliards proposés par Christine Lagarde (FMI), défendue par l'Espagne et en Italie, mais qui a eu le veto de celle qui doit mettre la plus grande partie de l'argent, Angela Merkel.

5 .The economist, 4.02.2012

Le monopole de l'émission des billets en euros n'appartient aux banques centrales des pays de la zone euro. Ainsi, les instruments de la Réserve fédérale américaine ne peuvent pas être exploités par les banques centrales des Etats membres, car ceux-ci dépendent de la Banque centrale européenne (BCE).

La politique de la BCE consiste essentiellement de laisser la fonction de création de l'argent dans les mains des banques, auxquelles elle octroie des euros à 1 %, alors qu'ils achètent des actions de la dette publique à 5 % et 7 %.⁶ Mais il faut dire que cette politique, même si c'est

6 « L'UE rejette la création de monnaie de la banque centrale, laissant le financement du déficit aux banques. L'article 123 du traité de Lisbonne interdit à la BCE et aux autres banques centrales de prêter au gouvernement. Mais les banques centrales ont été créées spécifiquement pour financer le déficit. L'Union européenne a fait marche arrière dans l'histoire de ce que c'était il y a trois cents ans, avant que la Banque d'Angleterre ait été créée. En réservant la tâche de la création de crédit aux banques commerciales, elle laisse le gouvernement sans une banque centrale pour financer les dépenses publiques nécessaires pour éviter la dépression et l'effondrement financier généralisé. » Michael Hudson, *How the Banks Broke the Social Compact, Promoting their Own Special Interests*, Global Research, 28 janvier, 2012



un scandale politique pire que d'acheter des titres pourris par la Réserve fédérale aux banques américaines, est trop lente pour la profondeur de la crise.

Combien d'argent est nécessaire pour sauver les banques européennes ? Les chiffres varient, mais selon un rapport de l'UE, dans le pire des cas, il faudrait 16 000 milliards d'euros. Tout le monde sait qu'il n'y a pas la moindre possibilité d'un sauvetage de ce montant.

La chaîne de la dette est très profonde et augmente encore, car, la distance entre la dette et la production (PIB) a augmenté avec la récession. La politique allemande est d'assurer d'abord le système bancaire des pays impérialistes de l'Europe centrale, à commencer par le sien ; c'est la base de l'euro, et de brûler le capital à la périphérie pour éviter la crise n'affecte carrément le centre du système.

Dans ce contexte, toute comparaison avec la politique américaine pour mettre

fin à la crise n'a aucun sens. L'Etat des Etats-Unis exprime les intérêts d'un capital financier hautement centralisé, tandis que l'UE ne saurait éliminer la concurrence et la discorde entre impérialismes européens. Et la crise est l'occasion pour que les capitaux les plus forts acaparent le capital plus faible. Le pari allemand, bien que risqué, répond à la logique de concurrence entre les impérialistes ; il vise à sortir de la crise en consolidant son hégémonie sur l'Europe.

Aucun transfert de fonds publics aux banques ne peut résoudre la crise si elle n'est pas accompagnée d'une augmentation substantielle du niveau d'exploitation des travailleurs qui permet aux entreprises de transférer une grande partie de l'excédent au système financier, au-delà de l'aide que celui-ci reçoit des gouvernements. Ainsi, le niveau d'attaque sur les travailleurs européens, étant donné le niveau historique de ses conquêtes, est proportionnellement plus élevé que ce qui est fait sur le prolétariat américain.

L'hégémonie allemande

La périphérie de l'euro, le maillon faible de la chaîne impérialiste de l'UE est doublement pris en otage par le pacte qui a permis de s'endetter pour « grandir », dans l'attente d'un avenir qui n'est jamais venu. Voici ce qu'écrit Corriente Roja, se référant à l'Espagne et le reste de la périphérie : « *Depuis 2000, avec l'entrée dans l'euro, la dette privée espagnole a augmenté comme de l'écume. (...) La banque internationale, en particulier l'allemande et la française,*

*a eu l'occasion de dépenser une masse importante de capitaux excédentaires, qu'elle a alloué, avec de grands avantages, à la périphérie de l'Europe. Par exemple, elle a financé les exportations à l'Espagne et a alimenté généreusement la spéculation immobilière.. »*⁷ Avant la création de l'euro, les bourgeoisies de la périphérie de l'Europe se défendaient contre les offensives commerciales des pays les plus productifs (l'Allemagne et la France) en dévaluant leurs monnaies, ce qui leur permet de prendre un peu d'air et de maintenir mal que bien la production et rééquilibrer les balances commerciales. Avec la monnaie unique, cette possibilité a été coupée, la puissance des exportations allemandes n'avaient plus de barrières et elle a progressivement affaibli la production de la périphérie, ce qui conduit ces pays à un vaste processus de désindustrialisation.

Entre 2002 et 2010, ce processus a généré un excédent de 1 640 milliards d'euros en Allemagne, dont seulement 554 milliards ont été investis dans son propre marché intérieur. Le reste, 1 070 milliards, sont partis hors de l'Allemagne, et de cela, 356 milliards vers la périphérie européenne sous forme de prêts et de crédits pour financer les investissements qui ne viennent pas en concurrence avec la production allemande. Et, dans un espace donné, pour qu'il y ait un excédent quelque part, il faut y avoir un déficit ailleurs, qui doit, en outre, également être financé.⁸ La

⁷ *Su deuda privada, "nuestra" deuda pública.* Página Roja, janvier 2010.

⁸ Juan Torres López, *Alemania impone "reparaciones de guerra" al resto de Europa.* (www.juantorres.com)

dette croissante de la périphérie était la voie pour « combler » le fossé entre la production intérieure de valeur et une circulation monétaire loin de la capacité productive du pays.

Ensemble avec l'euro, les attaques sur la classe ouvrière allemande étaient les deux bases qui ont permis son expansion ces dernières années. Au début du gouvernement social-démocrate-vert de Schröder / Fischer – avec le soutien et la collaboration de la Confédération allemande des syndicats et les principaux syndicats du pays relié à la social-démocratie – on a augmenté travail précaire et le travail à temps partiel – les minijobs – les contrats temporaires, la flexibilité de la journée, et instauré un secteur du marché du travail avec des salaires de misère – moins de 5 € par heure et même 1 € par heure.⁹

La politique centrale de la grande bourgeoisie allemande (et son ombre, la France) est actuellement de « brûler », de dévaloriser le plus capiteux possible de la périphérie et d'augmentation dans le même temps l'exploitation de la classe ouvrière à un niveau qualitativement plus élevé, ce qui permet un transfert plus élevé de survaleur. Ainsi sont synchronisés les réformes du travail.

Dans le cas de pays plus faibles comme la Grèce et le Portugal, le niveau d'endettement public et privé est si élevé et si discordante avec leur capacité de production, qu'il devient « irrescaltables ». Puis Merkel et Sarkozy ont décidé de les soumettre au pillage absolue,

le pillage de leurs biens publics à des prix dérisoires, de les appauvrir, de les mener à la faillite économique et sociale et de les transformer en un protectorat économique. Le deuxième « sauvetage » (145 milliards) de la Grèce, présentée comme une « récompense » pour avoir accepté de pillage, n'est qu'un transfert de plusieurs milliards de fonds publics aux banques créancières.

Beaucoup vont se demander si cette politique n'est pas incompatible avec la préservation de l'euro, ce à quoi répond le président de la puissante Fédération des exportateurs allemands (BGA) Anton Borner : « Vous ne pouvez pas surestimer l'euro, l'intérêt pour l'Allemagne est le marché libre, et non pas la monnaie unique, nous pouvons vivre sans l'euro. Je recommande à la Grèce et le Portugal d'abandonner l'euro volontairement. » La commissaire européenne Neelie Kroes, pour sa part, ajoute : « Nous pouvons le faire sans la Grèce. » Le fait est que, finalement, la permanence de la Grèce et du Portugal dans la zone euro est un problème tactique dans le cadre du développement plus général de la crise. En réalité, tout indique que Merkel et Sarkozy comptent déjà, en fait, avec la sortie de ces pays de l'euro. Le problème serait, en effet, quand et comment. Ils ne veulent pas le faire avant de consommer le pillage, et surtout, ils veulent le faire de façon « ordonnée » et contrôlée pour éviter la contagion vers l'Italie ou l'Espagne et l'explosion de la zone euro, ce qui provoquerait un tsunami financier. La dureté concernant la Grèce sert aussi, accessoirement, comme un grand « sti-

reslopez.com/)

9 Amil Asturig, *Da entrada na crise econômica de 2009, à retomada conjuntural.*

mulus » pour la meilleure discipline pour l'Italie et l'Espagne.

En parallèle, l'Allemagne oblige les pays de l'euro à se soumettre pleinement à la « convergence fiscale », un nom pompeux pour dire que les budgets doivent être signés en Allemagne avant même d'être envoyé aux parlements et les politiques des gouvernements adaptée aux exigences strictes du capitalisme allemand, comme le font maintenant Rajoy et Monti. Nous sommes confrontés à l'« Europe allemande ».

Hypothèse sur le développement de la crise

En ce moment, la corde mince qui maintient la Grèce et le Portugal dans la monnaie unique se justifie parce qu'elle permet le transfert de fonds européens aux banques allemandes, françaises et autres, au nom des accords de « sauvetage ». Mais ce mouvement contrôlé a ses risques.

Les banques ne peuvent recouvrer leurs prêts de la périphérie de l'euro qu'en minimisant les pertes, si le mouvement actuel de brûler du capital dans cette zone comprend une augmentation qualitative de l'exploitation des travailleurs. Et ce processus doit être effectué en même temps que le « de-leveraging » des banques. Donc, il y a urgence pour la réforme et la guerre sociale déclarée.

L'intensification de la récession dans la périphérie pour sauvegarder et renforcer le centre est le scénario optimiste avec laquelle ils jouent. Mais la différence entre une récession dans toute la région et l'effondrement consiste à éviter l'aggravation de la crise dans les pays

centraux, qui proviendrait d'une rupture incontrôlée de l'euro.

Pour que les entreprises puissent réduire leurs dettes, elles doivent augmenter la part de la survaleur extraite des travailleurs à consacrer aux banques sans réduire davantage leur marge de profit. Ce processus est effectué en expropriant directement les salaires, en augmentant le temps de travail, en rendant les licenciements plus faciles, avec embauche de nouveaux travailleurs à des salaires inférieurs. Ce processus est en cours sur toute la périphérie. Mais le résultat dépendra de la lutte entre les classes. Le degré de résistance de la classe ouvrière, bien que les réformes sont votées au parlement, peut ralentir toute cette macabre architecture.

L'Europe est déjà entré en récession. Et celle-ci atteindra tous les pays, mais on suppose qu'elle atteindra moins le centre, c'est-à-dire, que l'inégalité du rythme actuel de la crise se poursuivra. La machine à exporter allemande sera affectée, car elle destine de 60 % de sa production à l'UE, environ 48 % de son PIB est tributaire des exportations et plus de 20 % des emplois dans ce pays dépendent du commerce extérieur.

Une autre combinaison d'éléments présents dans cette crise doit aussi être considérée. Les exportations allemandes vers l'UE atteignent 70 %, mais dans les deux dernières années, une partie de la production a eu la Chine comme destination : le segment du commerce extérieur allemand qui a augmenté plus rapidement était les exportations allemandes vers la Chine, avec un taux de croissance qui a atteint 56 %

(16,2 milliards d'euros en 2009 et 25,2 en 2010).

A l'heure actuelle, la machine d'exportation allemande empêche la surproduction intérieure, détournant une partie de l'exportation vers l'Asie orientale. Si l'aggravation de la récession en Europe se combine à un ralentissement de l'économie de la Chine à un niveau qu'elle se retire de cette route des exportations allemandes, la crise entrerait brutalement dans le système financier européen, et dans l'allemand en particulier.

Si l'économie allemande, le moteur de la zone euro, approfondit sa crise avant d'obtenir des résultats du mécanisme activé pour imposer à la périphérie de l'euro la plupart de l'ajustement, que ce soit par la résistance des travailleurs, par la relation commerciale avec la Chine, ou par une combinaison de ces éléments, la crise financière et économique s'approfondirait dangereusement. La dynamique de la crise dépendra, par conséquent, d'une combinaison de ces éléments et de la façon dont ils vont se développer dans les mois à venir.

Barcelone, février 2012

